

Conférence pour le rétablissement du baccalauréat national dès 2022

organisée par la FNEC FP-FO et le SNFOLC
le 4 février 2022

au siège de la cgt - FORCE OUVRIERE
141, avenue du Maine – 75014 – PARIS



Photographie : F. Blanc

Prises de paroles lors de la conférence

❑ Ouverture

- Philippe Mano, secrétaire général de l'Union départementale FO de Gironde
- Yves Veyrier, secrétaire général de la Confédération cgt-FO
- Edith Bouratchik, secrétaire générale du SNFOLC

❑ Interventions

- Benoît Ladhari, SNFOLC académie de Limoges
- Arnaud Albarède, SNFOLC académie de Créteil
- Laurent Hoffmann, SNFOLC Moselle
- Sylvie Chorowicz, SNFOLC académie d'Amiens
- Norman Gourrier, secrétaire général du SNCL
- Lenny Gras, secrétaire général adjoint du Mouvement National Lycéen
- Justine Marti, SNFOLC Ile-et-Vilaine
- Reynal Diranzo, SNFOLC Gironde
- Annick Boulanger, vice-présidente nationale de l'APBG (Association des professeurs de Biologie et de Géologie)
- Sébastien Mura, SNETAA-FO académie de Reims
- Philippe Beaufort, secrétaire général du SPASEEN-FO

- Juliette Estivill, SNFOLC Paris
- Christian Grolier, secrétaire général de la FGF-FO
- Jean-Rémy Haselvander, SNFOLC académie de Caen
- Nicolas Boichard, SNFOLC académie de Versailles
- Association des Professeurs de Sciences Economiques et Sociales Contribution du bureau national de l'APSES
- Sylvain Excoffon, secrétaire général adjoint FO ESR
- Frédéric Volle, secrétaire général du SNUDI-FO
- Sabine Rubeck-Bernard, SNES-FSU, professeur au lycée Schuman de Metz
- Didier Bonneton, SNFOLC Ain
- Muriel Navarro, SNFOLC académie d'Orléans-Tours
- Anne Chémaly, SNFOLC Charente
- Jean-Marc Préel, SNFOLC académie de Rouen
- Contribution de Marie Perret, vice-présidente de l'Association des Professeurs de Philosophie de l'Enseignement Public
- Contribution du SNFOLC Loire-Atlantique

❑ Réponse de Clément Poulet, secrétaire général de la FNEC FP-FO



Appel FNEC FP-FO et SNFOLC à une réunion nationale le 4 février 2022 pour le rétablissement du baccalauréat, diplôme national et premier grade universitaire



Depuis des années, le patronat rêve d'en finir avec le diplôme du bac pour le transformer en simple certificat local de fin d'études, sans valeur. Les attaques contre le baccalauréat via la réforme du lycée et Parcoursup concentrent l'offensive ministérielle contre l'enseignement public, le droit à l'instruction et aux qualifications. C'est pourquoi la reconquête du baccalauréat national est un élément essentiel du combat syndical qui concerne tous les enseignants, les personnels, les parents, les salariés, la jeunesse.

Depuis son arrivée, le ministre Blanquer s'est heurté à la résistance des personnels et des élèves opposés aux épreuves locales et à la redéfinition du baccalauréat lycée par lycée.

Il a profité de la crise sanitaire pour étendre le contrôle continu, et il tente maintenant d'imposer le projet local d'évaluation (PLE) qui définirait lycée par lycée les modalités d'évaluation d'un bac local et sans valeur.

Que restera-t-il des programmes

nationaux, des horaires nationaux, si le bac devient un diplôme local ? Cela fait système avec les conclusions du « Grenelle », pour l'autonomie des établissements et la territorialisation de l'Ecole. Cela fait système avec les annonces du président de la République à Marseille, sur la mise en place d'une expérimentation visant à être généralisée, permettant aux directeurs de 50 écoles de recruter leurs équipes. Depuis le début de l'année 2021, les prises de position dans les établissements, les initiatives départementales, le plus souvent intersyndicales, se sont multipliées.

Rétablir le baccalauréat dès 2022 !

FO, FSU, SNALC, CGT éducation, SUD éducation ont réaffirmé leur position lors du Conseil Supérieur de l'Éducation le 18 novembre : « Nos organisations réaffirment leur attachement à un baccalauréat national, avec des épreuves nationales, terminales et anonymes, seule organisation des examens gage d'égalité entre les élèves. Elles en

demandent le rétablissement pour la session 2022. »

La FNEC FP-FO et le SNFOLC considèrent que l'on peut faire reculer le ministre.

Pour engager dès maintenant la mobilisation et le rapport de force, la FNEC FP-FO et le SNFOLC proposent aux personnels de se réunir, dans l'unité la plus large, pour réaffirmer les revendications et désigner leurs délégués et les participants à la réunion nationale le 4 février 2022, pour le rétablissement du baccalauréat. Nous invitons les parents d'élèves, les lycéens à participer à cette discussion.

Cette réunion nationale se tiendra à la Confédération FO, 141 avenue du Maine, à Paris.

Montreuil le 7 décembre 2021

**Philippe Mano,
secrétaire général de l'Union
Départementale FO de Gironde**



Chers camarades,

C'est avec grand plaisir que je préside ce vendredi 4 février la conférence pour le retour à un baccalauréat national avec épreuves terminales en fin d'année scolaire. Conférence organisée par le SNFOLC et la FNEC FP-FO.

Lorsque le SNFOLC avait tenu son conseil syndical national à Bordeaux en novembre 2021 à l'UD FO 33 vous aviez mis au centre de vos débats notamment la défense du baccalauréat. C'est donc dans le respect du mandat donné que vous organisez cette conférence. Yves Veyrier secrétaire général de la Confédération, interviendra aujourd'hui pour rappeler l'attachement de notre organisation à l'École publique financée par les fonds publics, son attachement à l'instruction publique, aux diplômes nationaux dont le bac.

Cette conférence a lieu quelques jours après la grève massive du 13 janvier contre les protocoles Blanquer « Ibiza », pour l'arrêt des suppressions d'heures d'enseignement, le recrutement de personnels sous statut, pour que les AESH aient un vrai statut avec un vrai salaire, pour l'augmentation des salaires. Le 27, vous étiez également en grève avec les autres salariés dans le cadre de l'appel intersyndical interprofessionnel. Votre conférence a lieu quelques jours après celle de la FSPS en défense de l'hôpital.

Santé, hôpital, EHPAD, École publique, diplômes, ce sont des sujets qui touchent l'ensemble des salariés, ce sont des sujets qui regardent la classe ouvrière, l'interpro, ce sont des enjeux de civilisation.

De nombreux responsables vont intervenir aujourd'hui, des responsables d'associations de professeurs, des responsables de syndicats enseignants, de lycéens.

A l'issue de vos travaux, vous allez repartir dans vos départements. Vous serez riches de ces échanges pour aller à la rencontre des syndicats, des salariés dans vos UD.

Faites connaître l'appel de la conférence que vous allez rédiger, la pétition intersyndicale pour le retour à un baccalauréat national, l'intervention de Yves Veyrier.

Notre axe, c'est de continuer de combattre la bousille organisée par le gouvernement Macron-Castex-Blanquer-Véran. C'est de continuer à défendre les revendications en toutes circonstances.

Bons travaux à toutes et tous.

**Yves Veyrier,
secrétaire général de la
Confédération cgt-FO**



Chères et chers camarades,

Je vous souhaite la bienvenue et me félicite, en tant que secrétaire général, que cette conférence consacrée par votre fédération à la défense du baccalauréat et à son caractère de diplôme national, se tienne ici, au siège de la Confédération.

Parce que vous les savez, toutes et tous, la Confédération générale du travail Force Ouvrière est identifiée, pour son engagement en faveur de l'école publique, laïque obligatoire, pour que le rôle de l'Éducation nationale demeure, redevienne celui de l'instruction publique, de la transmission des connaissances essentielles à la formation de citoyens libres et conscients, capables de s'émanciper de toute forme de pensée ou croyance imposée, et capables d'agir pour la liberté, la liberté d'expression, la liberté syndicale bien sûr. Parce que nous sommes attachés aux principes énoncés par la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

Parce que nous sommes intrinsèquement universalistes, militants de l'universalisme républicain, hérité des encyclopédistes et philosophes des Lumières.

Parce nous refusons que l'individu s'efface devant sa couleur de peau, son origine, son origine supposée, la supposée appartenance à un groupe, une communauté.

Cela exige de protéger l'école de toute

influence extérieure, de s'assurer que nul autre que l'École, le maître, le professeur n'interfère dans son rôle.

Et pour cela, il faut qu'elle en ait les moyens – mon engagement syndical a de longue date été bercé, nourri par le slogan que Force Ouvrière a toujours porté : que les fonds publics aillent à l'école publique et à la seule école publique ! Il demeure d'actualité.

A ce titre, la Confédération a apporté son soutien tout au long de la période que nous vivons, notamment ces deux dernières années avec la pandémie, à votre mobilisation pour les recrutements des professeurs indispensables au maintien de la continuité de l'enseignement. Comme nous soutenons la nécessité de la reconnaissance effective de votre mission par la revalorisation de vos salaires et carrières, dont ceux des AESH.

La défense du baccalauréat, de son caractère de diplôme national, va de pair avec la défense des diplômes nationaux, des qualifications professionnelles reconnues sur le plan national et dans les conventions collectives.

Vous le savez, nous, la Confédération FO, sommes mobilisés, cela l'était encore le 27 janvier dernier, pour la revendication de l'augmentation générale des salaires.

Bien sûr face à l'inflation des prix record – qui met en difficulté chaque mois aujourd'hui, bien des salariés. Bien sûr face aux rémunérations insuffisantes, de longue date, de bien des emplois, dont ceux de la Fonction publique, du fait du gel de l'indice de rémunération. Je voyais hier le Premier ministre accompagné de la ministre du Travail, pour un échange général. A sa question sur le sujet des salaires, et sur mon appréciation de l'activité du gouvernement dirigée vers les employeurs rétifs à négocier dans certaines branches ou entreprises, je lui ai redit qu'il devrait commencer par s'appliquer à lui-même son injonction aux efforts que devraient faire les employeurs : on négocie des accords à 3%, 3,5%, 4% dans les branches et entreprises, hé bien qu'il annonce ne serait – ce que la même augmentation du point d'indice comme première étape immédiate du dégel de l'indice des fonctionnaires !

Mais, nous l'avons dit, le 27 janvier à la Bastille, au départ de la manifestation parisienne : FO défend le salaire dans son entièreté ! Parce que le salaire c'est le financement de la solidarité ouvrière,

de la Sécurité sociale, des retraites, de l'assurance chômage. Et, je l'ai dit encore hier au Premier ministre : qu'il soit clair que nous sommes opposés et serons opposés à tout recul de l'âge de la retraite.

Mes chers camarades, je ne serai pas plus long. Vous avez devant vous une journée militante de réflexion, de débats et de mobilisation syndicale.

Ouverture de la conférence

Edith Bouratchik,
secrétaire générale du SNFOLC

Chers collègues, chers camarades,

Au nom du SNFOLC et de la FNEC FP-FO, je remercie tous les présents.

Bien entendu, les militants Force Ouvrière, les secrétaires d'Union départementale, d'Union locale, les responsables de l'enseignement agricole, mais aussi les militants d'autres organisations qui sont eux aussi présents.

Je remercie les présidents des associations des professeurs spécialistes dont certains interviendront.

Ajoutons aussi que nous avons invité les organisations syndicales du second degré signataires de la pétition intersyndicale. Le SNES et le SNEP ainsi que la CGT, actuellement retenus par le congrès de la FSU, souhaitent être tenus au courant de nos travaux. Ce que nous ferons. Je remercie aussi SUD, le camarade prendra la parole. Enfin, le SNCL s'associe pleinement à notre initiative et a tenu à nous envoyer une contribution que nous lirons. Je remercie aussi les jeunes du Mouvement National Lycéen venus de Bourg-en-Bresse.

Pourquoi 150 collègues se réunissent-ils dans les locaux de la Confédération Force Ouvrière ?

Les instances du SNFOLC et de la FNEC FP-FO ont décidé une campagne pour le retour dès 2022 à un baccalauréat national avec ses épreuves terminales, anonymes et ponctuelles. Malgré tous ses efforts, depuis 3 ans, le ministre Blanquer n'a pu mettre totalement en place sa réforme rejetée par tous.

Bien entendu au départ, dans de nombreuses salles des professeurs, il y a eu débat. Et chacun de s'interroger sur le contrôle continu ou les épreuves

terminales. C'est normal. Mais chacun s'est vite rendu compte de la réalité. Un seul exemple, en pleine grève illimitée contre la réforme Macron des retraites, les collègues se sont révoltés, on fait grève contre les E3C aux côtés de leurs élèves. Chacun garde en mémoire le fait que Blanquer, bien entendu en accord avec le gouvernement, a envoyé la police et les CRS contre les professeurs et les jeunes. Des centaines d'interpellations ont eu lieu. Quand un gouvernement choisit de réprimer sa jeunesse et ses fonctionnaires, c'est que ces réformes du lycée, du bac et de Parcoursup sont essentielles pour lui.

L'objectif est de détruire l'instruction, les disciplines, le baccalauréat qui donnait accès pour chaque jeune à la filière de son choix selon un principe d'égalité républicaine sur tout le territoire. L'objectif du gouvernement est de livrer la jeunesse à la précarité. C'est aussi de détruire les conventions collectives par la non reconnaissance des diplômes. Ce qu'ils veulent, c'est que tous les verrous qui conditionnent le salaire sautent.

Cette réforme, personne n'en veut ! Il est donc possible de faire reculer Blanquer. En 2019, il y a eu la grève des correcteurs, en 2020, la grève contre les E3C, en 2021, il y a eu la grève des correcteurs et des jurys. Alors oui, ensemble, prenons toutes les initiatives nécessaires, appelons les personnels à se réunir. Aucun consensus avec Blanquer, aucun satisfecit de cette politique de notre part ! La puissante grève du 13 janvier a montré que les personnels s'insurgent contre le chaos que le gouvernement a mis en place dans les écoles, collèges et lycées. Face à la puissance de cette grève qui a eu le soutien des parents, le gouvernement a été contraint de faire des annonces. C'est un recul très partiel et qui n'est pas satisfaisant. A nous d'ouvrir la brèche !

Défendons le baccalauréat national et ses épreuves anonymes et terminales. Le moment est à la reconquête et c'est possible. Place à la discussion !



Interventions

Benoît Ladhari, SNFOLC
académie de Limoges



Les collègues de l'académie s'opposent depuis 2019 à la réforme du bac avec l'appui des organisations syndicales, Force Ouvrière tout particulièrement. Avec la mise en place des protocoles d'évaluation dans les établissements à la rentrée de septembre, la mobilisation des collègues s'est amplifiée. Ils sont heurtés par la remise en cause de leur liberté pédagogique, la création de baccalauréats locaux et la mise en concurrence des établissements. Le 13 janvier, près de 1 000 collègues et parents ont manifesté à Limoges, 200 à Tulle, 200 à Guéret. C'est l'ensemble de la politique éducative du gouvernement qui a été rejetée : la gestion de la crise sanitaire, les postes supprimés mais aussi la destruction du baccalauréat comme premier grade universitaire et son corollaire l'autonomie des établissements.

A la rentrée de septembre, si les collègues ont contré en partie les modalités d'évaluation du contrôle continu imposés par le ministère, en ne retenant que deux notes par trimestre, cela n'empêche pas les collègues de s'arracher les cheveux pour obtenir des notes compte tenu de la situation sanitaire, sans compter les problèmes que posent les élèves qui volontairement ne participent pas à toutes les évaluations prévues quand ils ont obtenu une note satisfaisante au premier contrôle. Les collègues ne peuvent pas faire des contrôles de rattrapage indéfiniment ! Le baccalauréat Blanquer est une véritable usine à gaz qui met sous pression les professeurs comme les élèves. Les parents en sont bien conscients.

Concernant les épreuves de spécialité, si la mobilisation du 13 janvier a permis de faire reculer le ministère et l'obliger à reporter ces évaluations au mois de mai, cela ne satisfait pas les revendications des collègues qui souhaitent le rétablissement des épreuves nationales,

anonymes et terminales du baccalauréat. Avec la réforme du baccalauréat, c'est aussi la réforme du lycée qui est rejetée par les collègues, les parents et les lycéens. Avec ce bac low-cost, les mathématiques font de nouveau fuir les lycéennes, ce qui représente un recul de plusieurs dizaines d'années, et qui implique des orientations qui ne leurs seront plus accessibles. La rentrée 2022 sera de nouveau sous le signe d'une saignée dans les DHG des lycées. Le baccalauréat Blanquer, sous couvert de permettre à chaque lycéen de suivre un parcours personnalisé, réduit les horaires disciplinaires et répond à la politique d'économie budgétaire voulue par Bercy. C'est une véritable hypocrisie, personne n'est dupe.

Les décisions qui seront prises à l'issue de cette conférence pour le rétablissement du baccalauréat national seront assurément pour les collègues un point d'appui pour amplifier la mobilisation et ainsi obtenir l'abrogation de cette réforme du baccalauréat. Les collègues, lycéens et parents remettent plus que jamais en question cette réforme. Il est possible de faire reculer le ministre et d'obtenir le rétablissement des épreuves nationales, terminales et anonymes du baccalauréat, mais aussi d'obtenir la suppression de Parcoursup qui a pour seul objectif d'organiser la sélection des bacheliers. Les propos du président de la République sur les droits d'entrée à l'Université s'inscrivent dans cette logique destructrice. « *On ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants* », a en effet lancé Emmanuel Macron lors du congrès de la Conférence des présidents d'université le 13 janvier, jour de la manifestation historique dans l'Éducation nationale... Les collègues, les lycéens et étudiants ont, à juste titre, assimilé ses propos à de la provocation. Après le lycée, ce sont les fondements même de notre système universitaire qui sont remis en question. Le seul aménagement possible de la réforme du baccalauréat Blanquer, c'est son abrogation, l'abrogation aussi de Parcoursup et le retour aux épreuves nationales et anonymes dans toutes les disciplines, seule garantie de l'égalité d'accès à l'instruction sur tout le territoire national.

Arnaud Albarède, SNFOLC académie de Créteil



Yves et Edith l'ont dit dans leurs interventions : le baccalauréat est la clé de voûte de l'École publique et son rétablissement comme 1^{er} grade universitaire, comme diplôme national est une question majeure pour qui veut défendre le droit pour les jeunes à s'instruire, à acquérir des connaissances, à préparer leur avenir.

En Seine-Saint-Denis, nous sommes particulièrement sensibles à ce tri social engendré par la sélection à l'entrée à l'université tellement les jeunes de nos lycées en sont victimes et se retrouvent régulièrement sans rien. Ce qui explique que, dès 2017, notre syndicat était sur le pied de guerre pour imposer le retrait des mesures Blanquer de sélection à l'entrée à l'université et de démantèlement du baccalauréat national.

Une question nous est posée aujourd'hui : comment faire reculer le ministre ?

Blanquer, dans le mail qu'il a envoyé à tous les enseignants pour annoncer le report des épreuves de spécialité en mai, a prétendu le faire au nom de la défense de l'égalité des élèves.

Comment a-t-il osé ?

Dans un lycée de Seine-et-Marne, le lycée Van Dongen de Lagny, il n'y a pas de professeur d'anglais, pas de professeur d'espagnol, pas de professeur de comptabilité depuis la rentrée de septembre. Parce que le rectorat, le ministère refusent de les remplacer. Comment dans ces conditions parler d'égalité ? Une pétition a été envoyée aujourd'hui au recteur, elle regroupe plus de 400 parents et des dizaines de professeurs, pour exiger le remplacement immédiat : en défendant ainsi le droit pour les élèves à avoir cours, ces collègues et parents défendent le droit à l'instruction, ils défendent l'école publique, ce qui rejoint le combat pour la défense du bac national.

Car une des conséquences de la remise en cause du bac national, c'est le fait que le ministère se sent libéré de sa responsabilité d'assurer que tous les élèves auront tous leurs cours. Au lycée Louise Michel de Bobigny par exemple, il n'y a pas de professeur d'éco gestion depuis la rentrée de septembre. Une autre professeure d'éco gestion en congé maternité n'a pas été remplacée et a récupéré ses élèves il y a peu, qui n'avaient eu aucun cours. Que répond l'administration face à ce désastre ? Qu'avec le contrôle continu, il est possible de bricoler des notes pour sauver les apparences sur Parcoursup !

Au collège Anspach de Montreuil, où ma camarade Clémence ici présente travaille, les collègues ont décidé la grève le lundi 24 janvier, qu'ils ont reconduite le 25, le 26, le 27. Leurs revendications : création d'un 2^{ème} poste de CPE, création de postes de surveillants, recrutement immédiat d'AESH pour pourvoir à toutes les notifications de la MDPH, recrutement d'une assistante sociale... Là aussi, par leur mobilisation, les collègues sont partie prenante de ce combat pour la défense du droit à l'instruction. Cette mobilisation rejoint d'ailleurs celle des AESH du 94 qui sont en grève illimitée depuis le 10 janvier sur les revendications communes à toutes les AESH, pour le retrait des avenants instaurant les PIAL dans leurs affectations. Le rectorat dit qu'il a des difficultés à en recruter ? Qu'il augmente leurs salaires, qu'il leur permette d'accéder à un statut de fonctionnaire d'Etat, qu'il abroge les PIAL et les difficultés seront résolues !

Alors oui, combattre pour le rétablissement du baccalauréat national est indissociable du combat pour la défense du droit à l'instruction, donc indissociable du combat pour le remplacement immédiat et systématique de tous les personnels absents. Cela passe par le recrutement immédiat de milliers, de dizaines de milliers de professeurs et de personnels.

C'est dans le même mouvement que nous pouvons combattre pour garantir aux jeunes d'avoir accès à toutes les connaissances, à tous leurs cours, pour rétablir les épreuves nationales, terminales, anonymes, ponctuelles du baccalauréat, et pour abroger la sélection à l'entrée à l'université.

Laurent Hoffmann, SNFOLC Moselle



Laurent Hoffmann, simple militant du SNFOLC Moselle, ancien élu aux CAPA, lorsqu'elles pouvaient fonctionner, actuellement professeur au Lycée Georges de La Tour de Metz. Je vais vous livrer une simple vision du terrain.

Camarades, « *la catastrophe lente ne s'achève pas* ». En 2018-2019, lors de la mise en place de la « réforme » du lycée, la mobilisation avait été forte et beaucoup de collègues, devant l'inutilité des « grèves saute-moutons », avaient tenté de pratiquer la rétention des notes et je les avais suivis, bien que ce ne fût pas la politique du syndicat.

La défaite avait mené à la frustration et parmi ceux que j'appelle les « généreux » qui donnent leur temps ou leur salaire aux luttes, à un découragement. Sans compter la division entre collègues, (« généreux » et « économes » qui perdent quand même tous les deux à la fin).

La réforme des retraites et le Covid sont venus ensuite...

Aujourd'hui la casse du baccalauréat et le contrôle continu portent leurs fruits amers ou empoisonnés jusque dans le quotidien des plus attentistes ou individualistes des professeurs :

- suppression des mathématiques du tronc commun et son cortège de postes à disparaître
- pression des parents et des élèves sur la moindre note (on en est à des messages une heure après avoir entré une série de notes sur Pronote contestant jusqu'au choix du coefficient)
- concurrence entre les établissements qui aboutit à une inflation des notes plus rapide que celle des prix (les salaires ne suivant ni l'une ni l'autre...).

Ces menaces sur la notation et la dégradation de la qualité de l'enseignement à cause des heures disciplinaires en moins vont accélérer la baisse de niveau de plus en plus constatée. Surtout en mathématiques ces derniers temps. La France se place en avant-

dernière position dans le classement des pays de l'OCDE, devant le Kazakhstan. Les études de la DEPP montrent que les élèves issus des CSP ++ d'aujourd'hui maîtrisent moins les fondamentaux que les enfants d'ouvriers et d'employés de 1987.

C'est le projet d'inspiration néolibérale qui vise à dégrader l'enseignement public que vous pouvez retrouver dans le vieux bouquin de Nico HIRRT « *Le livre noir de l'éducation* » écrit à partir de rapports (dont certains auraient dû rester secrets) de l'OCDE et de la Commission européenne. Le développement d'un marché de l'éducation est à ce prix. Puisque leur but est de « marchandiser » la totalité des activités et des relations humaines.

Mais je serai finalement assez optimiste. Car aujourd'hui les collègues les moins éveillés voient ce qui est en jeu. Les parents commencent aussi à le sentir. Nos discours rencontrent moins de contradictions ou d'indifférence. Nous sommes tous plus mobilisables qu'il y a deux ou trois ans sur cette question du bac et du contrôle continu.

Ce sera notre responsabilité dans les mois à venir. Alors courage et au travail...

Sylvie Chorowicz, SNFOLC académie d'Amiens



Je vous apporte le salut fraternel des camarades du SNFOLC de l'académie d'Amiens, en particulier ceux de l'Oise. Je vous salue également au nom des collègues du lycée Jean Monnet qui, avec leurs sections FO, SNES et SUD m'ont mandatée pour les représenter aujourd'hui.

Dans l'Oise, dans six lycées, les collègues se sont regroupés sur des prises de position contre le contrôle continu, pour le retour au bac terminal, national et anonyme dès 2022, et trois de ces six lycées sont représentés aujourd'hui. Ces prises de position se sont faites dans l'unité des organisations syndicales présentes dans chacun de ces établisse-

ments, FO, SNES, SUD et CGT, selon les bahuts.

Au lycée Capet et au lycée Jean Monnet, dès le mois d'octobre, ce sont 45 collègues qui se regroupent sur une prise de position. Et en octobre on avait ça un peu partout : les collègues de lycée étaient confrontés aux projets locaux d'évaluation qui soulevaient la colère partout.

C'était un électrochoc puissant ces PLE et les professeurs ont immédiatement saisi l'impact du contrôle continu sur leur liberté pédagogique. On est en février, la colère des professeurs est toujours aussi forte. Au lycée Grenet, il y a 15 jours, un collègue me disait : « *Tous les professeurs sont contre le contrôle continu. Je n'en connais pas un seul qui soit d'accord avec ça.* »

Et il a parfaitement raison, parce qu'en plus du stress qu'il provoque chez les élèves, il est source de pressions, de contrôle, sur les collègues. Par exemple, la semaine dernière, toujours au lycée Grenet, une collègue de lettres était furieuse, parce que face aux absences, le proviseur imposait que les notes du baccalauréat blanc soient facultatives. Elle disait : « *J'ai passé des heures à le corriger ce bac blanc, et là, les élèves ne vont même pas regarder leurs copies !* ». Au collège d'Estrées-Saint-Denis, 24 collègues ont signé la prise de position pour le retour dès cette année, à des épreuves terminales, et au collège de Montataire, ils sont en train de la signer. Qu'ils soient en lycée ou en collège, ils comprennent parfaitement la signification du contrôle continu : le baccalauréat devient local.

Et sans son caractère national, qu'est-ce qui garantit le maintien de programmes nationaux ? Qu'est-ce qui garantit le maintien d'horaires nationaux ? Les collègues ne maîtrisent pas bien toutes les conclusions du Grenelle, mais l'autonomie des établissements, ses conséquences, ils les voient très bien et ils font le lien entre la casse du bac et les menaces sur nos statuts.

Et dans la colère qui s'est exprimée le 13 janvier, il y avait tout cela. Le mépris du gouvernement qui liquide le bac, qui fait exploser nos statuts, qui bloque les salaires (la question des salaires, on la retrouve sur toutes les prises de position), et il y a aussi la question des postes.

Il manque des personnels partout pour assurer les remplacements, il manque des AED dans les vies scolaires. Et les DHG sont en train de tomber : dans les lycées de l'Oise, elles sont toutes en diminution, dans les collèges, ce sont les heures supplémentaires imposées aux collègues qui détruisent les postes. Juste un exemple : au collège Nerval, on casse le service d'un prof de lettres, on lui retire 10 heures, pour les imposer en heures supplémentaires à ses collègues.

Et il y a aussi la colère face aux évaluations des établissements. Au collège de Liancourt, et au collège de Neuilly-en-Thelle, les collègues ont adopté des prises de position pour rejeter l'évaluation de l'établissement, et ils expliquent comment elle est utilisée pour faire pression sur eux.

C'est la même mécanique que les projets d'évaluation locaux générés en lycée par le contrôle continu. C'est la même colère.

Alors si on les fait reculer sur le baccalauréat, on les bloque sur tout le reste.

La colère qui a explosé le 13 janvier a permis un premier recul sur les épreuves de spécialité qui auront lieu en mai et pas en mars. De toutes façons, ça n'a jamais été faisable en mars, avec ou sans covid.

Les collègues enregistrent ce recul parce qu'ils disent (et ça fait du bien de l'entendre à nouveau !) : c'est la grève qui les a fait reculer. Et dans le même temps, ils disent, « *C'est le moment, il ne faut pas lâcher.* » D'autant plus qu'on est sur une année électorale.

Donc on ne lâche rien, camarades, on continue de réunir les collègues, de leur proposer de prendre position, parce que ça les unit, ça clarifie les revendications, et on le fait connaître : ça interpelle les collègues quand au lycée d'Ailly on leur apprend que les lycées J. Monnet, Capet, Rostand, De Gaulle et Calvin ont pris position, avec le collège d'Estrées-Saint-Denis.

On fait signer massivement la pétition intersyndicale, quitte à afficher un QR code pour y accéder en ligne, et on va au rectorat ou à l'IA chercher les postes qui manquent à chaque fois que c'est possible.

Norman Gourrier, secrétaire général du SNCL

Chers collègues,

Le SNCL remercie Force Ouvrière pour l'invitation qui lui est faite de s'exprimer sur la question du baccalauréat, et tient à saluer l'engagement continu de FO sur ce point crucial qui mérite la plus forte mobilisation. C'est FO qui a été à l'initiative de la constitution de l'intersyndicale nationale ayant abouti à l'interpellation commune du ministre et à un appel commun en décembre dernier.

Dès cette réunion, le SNCL avait souligné l'urgence d'agir.

Détruire le bac, ce serait faire disparaître le dernier obstacle à la mise en place du fameux continuum BAC-3/BAC+3 qui, demain, permettra enfin la désagrégation de la licence universitaire, l'appauvrissement continué du lycée, et les sources d'économies tant espérées par les ministères successifs.

Pour cela, tout a été bon. L'instauration rapide et successive de plusieurs contre-réformes bricolées, sans recul ni évaluation, destinées à échouer afin de mieux justifier ensuite leur suppression et avec elles tout caractère réellement équitable et national du soi-disant nouveau bac.

En moins de trois ans, le basculement en contrôle continu intégral de nombreuses épreuves, l'instauration d'une épreuve dite « de Grand Oral » de pure forme au détriment du fond, l'émergence d'algorithmes secrets de sélection des futurs étudiants via Parcoursup et appauvrissement disciplinaire drastique des enseignements de lycées auront bientôt eu raison des dernières exigences et de toute forme d'équité ou d'excellence au sein des établissements.

Un bac bradé, trafiqué, à la carte, asservi au local, aux résultats ajustables (par des commissions qui tiendront finalement peu compte des notes saisies par les enseignants) n'a plus aucun sens et signe le plus haut renoncement à la mission d'instruction publique, qui pour mémoire ne consiste pas à formater de futurs adultes communicants mais bien à instruire et former des citoyens éclairés. De plus, cette nouvelle donne ne fera qu'aggraver la judiciarisation des relations entre parents et professeurs, déjà en hausse.

C'est en tout cas la vision du SNCL et la raison pour laquelle nous nous associe-

rons à toute initiative que vous voudrez formuler pour déjouer ce plan désastreux.

En dénonçant les projets locaux d'évaluation, en refusant les rattrapages en série des contrôles dont l'organisation et l'administration sont imposées aux enseignants, en faisant connaître les stratégies d'évitement qui se développent chez les lycéens par calcul, en réclamant un changement de paradigme pour le Grand Oral, épreuve actuellement floue, source de disparités de traitement flagrantes, aux jurys improvisés et aux grilles d'évaluations indignes : nous pourrions réengager nos lycées sur la voie d'un rétablissement d'un bac national, anonyme, exigeant et équitable.

Lenny Gras, secrétaire général adjoint du Mouvement National Lycéen



La situation actuelle

Cela fait bientôt deux ans que nous subissons la pandémie, mais surtout cinq ans que nous subissons la politique de Blanquer.

Le manque d'investissements dans l'Education nationale se voit chaque jour dans nos salles. En 2021, 81% des lycées étaient considérés comme en « forte tension » avec plus de la moitié des classes avec 30 élèves. Et pour la majorité de nos camarades, nous sommes dans des classes de 35 à 38 élèves.

La pandémie a permis de démontrer l'incompétence totale du ministre avec des protocoles inefficaces et dangereux pour toute la communauté éducative. Mais l'école Blanquer c'est surtout ses réformes destructrices

La réforme

Les réformes Blanquer ont détruit le baccalauréat national avec un contrôle continu qui représente désormais 40% de la note finale de l'examen. Un système qui fait du baccalauréat un diplôme local et évidemment inégalitaire avec des modalités différentes selon les établissements et qui instaure une relation conflictuelle entre élèves et enseignants.

Cette réforme devait également sonner la fin des filières et permettre aux élèves un choix plus divers. En réalité, les élèves sont toujours fortement incités à choisir des spécialités cohérentes qui nous amènent aux filières scientifiques littéraires et socio-économiques.

Un aspect peu abordé de la réforme mais qui change profondément la vie quotidienne des lycéens, c'est la multiplication des classes.

En moyenne, nous avons six classes différentes et, selon les options, on peut aller jusqu'à 8. Le groupe-classe en première et en terminale ne se retrouve que pour les enseignements du tronc commun. Autrement dit, le lien social entre élèves est fortement dégradé. On ne peut pas apprendre à se connaître et travailler ensemble quand on ne se voit que quatre heures par semaine.

Cette réforme c'est aussi la disparition des demi-groupes qui sont pourtant un outil qui favorise le suivi pédagogique. Par ailleurs, elle casse aussi le lien social entre les élèves, qui pourtant est indispensable à la solidarité entre lycéens.

Un autre chiffre qui montre le danger de cette réforme c'est le pourcentage de filles dans les filières scientifiques qui est passé de 48% en filière S à 38% dans les spécialités scientifiques depuis la réforme.

Blanquer le réactionnaire

Pour masquer ses échecs et les divers scandales, Blanquer utilise et infuse les rhétoriques de l'extrême droite. Cela passe par l'infusion d'idées réactionnaires sur le wokisme, islamo-gauchisme et autres polémiques notamment sur la tenue républicaine.

C'est d'ailleurs pendant le scandale d'Avenir lycéen que Blanquer, lors d'une interview sur BFM a qualifié le MNL et la FSU d'organisations islamo-gauchistes proches de l'extrême gauche. Être critiqué par Blanquer, c'est plutôt gratifiant !

Les revendications

Face à une politique d'austérité masquée par des discours de haine, le MNL porte les revendications suivantes :

- La gratuité des masques FFP2 pour les élèves et les personnels.
- Le déploiement de capteurs de CO2 et de purificateurs d'air dans les lycées.
- Une réduction d'élèves par classe pour limiter le risque de contamination mais également pour de meilleures conditions d'études surtout à l'approche du bac.

Global :

- Une embauche massive d'enseignants titulaires.

- Le retour d'épreuves nationales anonymées, seule organisation des examens gage d'égalité entre les élèves.

- La suppression de Parcoursup. Le baccalauréat doit être la garantie sans concessions de l'accès aux services publics de l'éducation supérieure.

- La revalorisation du baccalauréat professionnel trop souvent oublié, avec la création de nouvelles filières.

Notre organisation réaffirme la nécessité de construire une école de l'émancipation collective où l'exploitation et la domination n'ont pas leur place.

Si l'école est un pilier de la République, alors elle doit être l'une des questions prioritaires dont nous devons nous emparer.

**Justine Marti, SNFOLC
Ille-et-Vilaine**

Camarades,

Nous ne pouvons être des vôtres aujourd'hui. Et c'est donc par la voix d'Edith Bouratchik que je vous apporte le salut fraternel du SNFOLC 35.

En Ille-et-Vilaine, de nombreuses HIS, AG et discussions informelles ont cours depuis plusieurs mois au sujet de la réforme du lycée et du bac général et professionnel : lycées Descartes, Jean Macé, Bréquigny, Sévigné, Anita Conti, Maupertuis (à Saint-Malo), Beaumont (à Redon)...

Partout le constat est unanime : les inégalités se sont creusées entre les élèves, selon qu'ils sortent des lycées rennais de centre ville, de zones rurales ou des quartiers abandonnés. Dans les établissements scolaires, les infirmières sont débordées par les visites de lycéennes et de lycéens en burn out. Plusieurs tentatives de suicide de jeunes se sont produites dans notre département encore cette année. Les enseignants ont également pris de plein fouet la réforme : modification des programmes, relations rendues intenable avec les familles et les élèves - qui contestent le moindre point dans les évaluations - conditions de travail dégradées, perte de sens du métier, menace sur le maintien du poste chaque année, souffrance au travail... L'enseignant n'est plus celui qui épaulé et accompagne l'élève dans sa scolarité, mais le censeur direct qui permet ou pas la réussite du contrôle continu, désormais 40% du résultat final.

Ceci ne peut plus durer, pour les personnels, les élèves, les familles, mais aussi pour l'égalité sociale qui constitue le ciment de l'École de la République.

Deux assemblées générales Éducation se sont tenues à Rennes au sortir des manifestations des 13 et 27 janvier derniers. Parmi les personnels présents, la volonté d'en découdre est bien là. Toutes et tous revendiquent le retour aux épreuves nationales, terminales, anonymes et ponctuelles, ainsi que la fin de Parcoursup.

En Ille-et-Vilaine, beaucoup attendent des décisions fortes des organisations nationales. Nous savons que le SNFOLC bataille dans le cadre de l'intersyndicale pour obtenir des perspectives concrètes. La tenue de la conférence de ce jour en est la preuve.

Le 13 janvier a été révélateur à bien des égards : les personnels de l'Éducation nationale sont prêts à se mobiliser pour sauver le bac, mais également pour combattre l'ensemble des réformes qui touchent les personnels du 1^{er} et du 2nd degrés, et plus largement encore pour défendre leurs conditions de travail, leurs salaires. Ils n'étaient pas dans la rue le 13 janvier pour des raisons de protocoles sanitaires. Ça, c'est le mensonge des médias. En Ille-et-Vilaine, le 13 janvier, les collègues se sont mobilisés contre l'ensemble des réformes Blanquer, dont celle du baccalauréat est la plus emblématique.

Il est temps de donner des perspectives claires aux personnels de l'Éducation. C'est ce qu'ils attendent. Il est temps de construire une mobilisation à la hauteur de l'attaque qui nous a été portée. Il est temps d'appeler à une grève reconduite jusqu'à satisfaction des revendications. Alors je sais, mes camarades, souvent la grève reconductible passe pour un gros mot. Mais nous l'avons fait le 5 décembre 2019. Nous y sommes parvenus grâce à un travail de terrain gigantesque, HIS après HIS, à construire briques par briques la possibilité de reconduire la grève sur plusieurs semaines. C'est une perspective que nous avons réussi à donner aux collègues. C'est un travail difficile, un chantier immense, mais il n'y aura qu'ainsi que nous obtiendrons l'abrogation de la réforme du baccalauréat et des lycées.

Nous espérons que des décisions importantes émergeront de cette journée du 4 février.

Nous vous remercions de votre écoute, de votre présence et des débats qui suivront. Nous comptons sur vous.



Je prends la parole au nom de la délégation des cinq camarades de Gironde. Je vous apporte le salut fraternel du SNFOLC de Gironde où l'assemblée générale du 28 janvier nous a donné mandat pour intervenir devant vous.

Cette assemblée générale a pensé que parler uniquement de la réforme du baccalauréat était insuffisant. En effet, combattre cette réforme du baccalauréat n'a de sens véritable que si nous combattons les dispositifs qui lui sont intrinsèques : le contrôle continu, le Projet Local d'Évaluation, Parcoursup et la pénurie de moyens dans le supérieur. Nous n'allons pas évoquer ici tous les autres maux de l'Éducation nationale, ce serait trop long.

Cette année en Gironde, une résistance s'est produite lors de la présentation du projet d'évaluation, ou devrais-je dire, du Projet Local d'Évaluation. En effet, bon nombre d'établissements comme les lycées Magendie de Bordeaux, Pape Clément de Pessac, Sud Médoc du Taillan, Daguin de Mérignac, Kastler de Talence, les Iris de Lormont, ... ont pris position contre ce PLE ; mais pas seulement contre ce PLE. Dans ces lycées, les enseignants demandent le retour à un baccalauréat avec des épreuves nationales, terminales et anonymes, qui garantit l'égalité de traitement entre les élèves et qui, pour FO, doit rester le premier grade universitaire permettant de choisir la filière de son choix. Les collègues, lors de cette contestation, ont aussi demandé l'abrogation de la réforme du lycée qui n'est qu'une réforme visant à supprimer des moyens. D'après une note de la DEPP de novembre 2021, le lycée a perdu 35 820 heures de cours en deux ans. On voit donc bien la logique de cette réforme. De plus, ces réformes du lycée, du baccalauréat et la plate-forme « parcoursup » instaurent le contrôle continu. Les élèves sont donc soumis à plus de pression car « Parcoursup » gère la pénurie de moyens à l'entrée dans le supérieur, et donc les

parents d'élèves subissent plus de pression qu'ils renvoient sur l'ensemble les chefs d'établissements des lycées et aussi sur l'ensemble des professeurs.

Cette situation contribue à une dégradation réelle des conditions de travail des personnels, mais aussi des élèves. En effet, les PsyEN de la Gironde ont pu constater une angoisse et une anxiété croissante chez les lycéens. Ces jeunes ne vont pas bien, car ils sont soumis à trop de pression et à aucune assurance d'aller dans la filière de leur choix. Cette détresse des lycéens est donc extrêmement inquiétante surtout que les centres pédopsychiatriques sont saturés en Gironde.

Concernant la pression exercée sur les collègues, la réponse de l'institution est de faire un PLE afin de protéger les collègues. Nous avons posé la question à la rectrice de Bordeaux en audience : en quoi ce PLE va-t-il protéger les collègues ? Nous n'avons pas eu de réponses claires. Nous avons donc demandé : pourquoi les enseignants devaient-ils se protéger seuls, alors que c'est à l'administration de le faire ? De fait, nous avons un statut de fonctionnaire, censé nous protéger. Et quel est le meilleur moyen de protéger les collègues si ce n'est de revenir à un baccalauréat avec des épreuves nationales, terminales, anonymes ? Il faut donc en finir avec ce contrôle continu qui sert au final à sélectionner les élèves pour Parcoursup.

Chers camarades, si nous arrivons à revenir à un « vrai » baccalauréat, une « vraie Éducation nationale », comme je l'ai entendu en réunions d'information syndicale, il faudra s'attaquer à un autre problème, corrélé à cette réforme : c'est le manque de place dans les universités !

Maintenant, dans les universités, nous voyons la plate-forme choisimonmaster.gouv.fr ! Effectivement, « Parcoursup » n'était pas suffisant : il faut aussi créer une plateforme algorithmique entre la licence et le MASTER !

Il est donc urgent d'arrêter cette politique de destruction de l'École publique et de revenir à une École nationale fondée sur l'égalité des traitements entre élèves sur tout le territoire.

C'est pourquoi nous avons été mandatés pour demander :

- Un retour à un baccalauréat 1^{er} grade universitaire avec des épreuves nationales terminales et anonymes.
- L'abrogation de la réforme du lycée et abandon du contrôle continu et des PLE.
- L'abandon de la plateforme « Parcoursup » et création de postes statutaires de PsyEN. Cet abandon de Parcoursup doit bien évidemment être accompagné de créations de postes en université.
- La création de postes statutaires à tous les niveaux.

Nous avons donc décidé, en Gironde, de poursuivre sur le terrain nos tournées d'établissements et les réunions d'information dans les collèges et les lycées. Nous nous sommes déjà rendus dans les lycées de Daguin, Pauillac, Blaye, et aussi dans les collèges, comme Saint-Ciers, Blaye....

Nous nous sommes aussi posés la question des moyens d'action. Et nous sommes arrivés à la conclusion que, pour organiser des actions, il fallait d'abord informer et, aussi, très important, élargir ce mouvement, en intégrant un maximum d'organisations syndicales, y compris celles du supérieur, ainsi que les associations des professeurs spécialisés, les parents d'élèves, les étudiants, les lycéens, comme l'a fait déjà fait le lycée de Pauillac et obtenir des prises de position. Ces réunions doivent permettre de créer un rapport de force menant à un mouvement aussi puissant que la grève du 13 janvier afin d'obtenir la satisfaction de nos revendications. Il y a urgence car le baccalauréat national et l'école de la République sont des biens communs à tous !



Annick Boulanger, vice-présidente nationale de l'APBG (Association des Professeurs de Biologie et de Géologie)



Nous sommes opposés à cette réforme du lycée qui engage trop précocement, de façon irréversible, des jeunes, souvent encore immatures, vers un choix de spécialités censées respecter leur choix de parcours alors qu'en seconde, leur formation, leur découverte de certaines pratiques a été plus que compromise par la pandémie mais aussi la dégradation des conditions d'enseignement en collège.

Cette réforme est un non-sens quand on oblige les jeunes à abandonner l'une des trois spécialités en terminale. Nous déplorons la concurrence que cela génère entre les disciplines qui, force est de le constater, n'est pas dans l'intérêt de l'orientation de nos jeunes. Cela instaure des inégalités par le recours à des cours privés pour compenser l'abandon de cette discipline selon les cas.

Que dire de l'enseignement scientifique tant sur les conditions, souvent en classe entière, que sur un contenu non appétent pour des élèves non scientifiques et qui ne répond qu'en trop faible partie aux bases de connaissances scientifiques indispensables à la compréhension du monde et aux futurs citoyens ? Nous revendiquons que les programmes ambitieux et en phase avec la recherche et la société disposent du temps et des conditions adaptées aux temps d'acquisition et de formation à la démarche scientifique dont les étapes sont l'observation, la saisie de données, leur traitement, leur interprétation, l'explication et la résolution du problème posé qui sous-tendent des TP en effectifs réduits. Nous sommes pour le retour à un fléchage des horaires de groupes à effectifs réduits attribués par discipline au lieu de les livrer en pâture à un partage de la DHG de moins en moins consensuel.

Nous militons pour une formation de qualité et exigeante pour tous nos

jeunes afin de les préparer à avoir les clés pour appréhender l'avenir climatique tout comme la santé publique et environnementale.

Sébastien Mura, SNETAA-FO académie de Reims



Bonjour les camarades. C'est ma première devant vous et au siège de FO. Je souhaite partager modestement mon expérience avec vous concernant la réforme Blanquer et son objectif final de faire un bac local par ville, par quartier et par lycée.

Je suis professeur de génie électrique en lycée professionnel depuis 22 ans.

Cet objectif et cette réforme, nous les avons déjà vécus en lycée professionnel. En effet, on a commencé il y a dix ans, doucement, par le contrôle continu uniquement pour certaines matières avec une banque de données nationale pour les sujets d'examen. Au fur et à mesure...

Aujourd'hui, à quasi 95%, tout est en ce qu'on appelle CCF (contrôle en cours de formation) avec des sujets réalisés par chacun des enseignants de chaque lycée et de chaque discipline.

Avec ce contrôle en cours de formation, on doit faire passer l'élève lorsqu'il est prêt.

Maintenant, le bac professionnel est un bac local, par ville, par quartier, par lycée et par élève.

Non au bac Blanquer, un bac à la mode et en fonction du porte-monnaie des parents !

Il ne faut pas se tromper sur son objectif et résister de toutes nos forces contre le bac Blanquer.



Philippe Beaufort, secrétaire général du SPASEEN-FO



Certains continuent de claironner que les personnels administratifs appartiennent à la communauté éducative. Toutefois, les mêmes tentent de faire croire que ces personnels ne seraient pas concernés par les réformes touchant les autres personnels de l'Education nationale et vivraient dans un monde à part.

A FO, nous ne partageons pas cette position. En favorisant le contrôle continu, les personnels des services d'exams et concours, mais aussi ceux chargés de la reproduction des sujets, seront impactés. En remettant en cause les disciplines, en les explosant, en révisant le statut des enseignants, en supprimant des postes d'enseignants, ce sont les services de gestion des personnels du second degré des rectorats qui seront impactés. C'est une mise sous pression des services d'affectation des élèves car les demandes affluent et ils ne peuvent pas satisfaire la demande sociale alors que le ministre avait promis aux élèves qu'ils pourraient faire toutes les spécialités qu'ils veulent. Or, tous les lycées n'ont pas toutes les spécialités. C'est leurrer les élèves et les parents pour imposer une destruction du baccalauréat national. En fonction des territoires et des moyens... c'est la casse de l'école de la République !

En donnant aux EPLE la gestion de l'utilisation de leur dotation horaire globale, avec encore plus d'autonomie et selon leur « ambition de pilotage », ce sont les services des rectorats et des DSDEN qui seront impactés. Et les missions devront être assurées, dans un premier temps avant extinction, par les personnels administratifs des EPLE qui sont déjà asphyxiés par une surcharge de tâches et de travail, sans postes supplémentaires.

Dire qu'on marche sur la tête actuellement pour l'organisation des examens et concours est un euphémisme.

Alors que la réforme du bac a déjà supprimé le caractère égalitaire d'un examen national, après l'organisation hybride des cours, le gouvernement a décidé la mise en place d'un déroulement hybride des examens !

En réponse aux nombreuses mobilisations des lycées et des associations de parents d'élèves, des enseignants l'année passée, Blanquer avait décidé à la fois de maintenir les épreuves ponctuelles qui ont survécu aux multiples réformes tout en consacrant le contrôle continu. Cherchez l'erreur ! Les personnels administratifs sont épuisés !

Avec un dédain incroyablement scandaleux qui démontre une fois de plus l'indifférence du ministre de l'Education nationale pour tous les personnels et notamment pour les personnels administratifs, il poursuit une politique fondée avant tout sur un plan de communication, faisant fi des surcharges de travail qui épuisent les personnels des Divisions des Examens et Concours, des services de reprographie, des services d'affectation des élèves, et les agents des EPLE.

Au-delà des conséquences sur les élèves, cette désorganisation renforce la dégradation des conditions de travail des personnels.

Revenons aux épreuves de l'année passée. Des pressions ont été exercées sur tous les personnels. Des enseignants convoqués le matin même, voire une fois les épreuves commencées au Grand Oral, des copies de français et de philosophie qui disparaissent alors même que les établissements avaient passé un temps fou à les numériser, des personnels administratifs des DEC obligés de travailler jusqu'à minuit voire 1 heure du matin, le week-end également par exemple au SIEC (Service Interacadémique des Examens et Concours en Ile-de-France) ou au rectorat de Lille.

Des collègues corvéables à merci, qui n'avaient toujours pas leur planning de vacances pour cet été de validé, comme à la DEC de l'académie de Lille ! Les lycéens, leurs parents ont raison de se battre pour défendre leur avenir. De la même manière, les personnels des DEC ont eu raison d'exprimer le ras-le-bol, comme à Nantes et Grenoble.

À aucun moment le ministre n'a pris en compte les conséquences désastreuses de ses décisions sur les conditions de travail des personnels contraints de les appliquer.

Je veux rappeler ici que les personnels administratifs ont subi ces dernières années des suppressions massives de postes engendrées par les politiques d'austérité conduites par les gouvernements successifs. Les personnels sont épuisés : aménagements des conditions d'exams annoncés tardivement par voie de presse, ordres, contre-ordres, délocalisation aux établissements de missions à la dernière minute comme la reprographie des sujets, dématérialisation des copies, etc.

Nous dénonçons ces dérives indécentes : nous ne pouvons pas accepter que l'administration de l'Education nationale devienne une administration au service d'un projet politique et plus une administration au service des élèves et de ses usagers.

Ce que nous défendons, c'est un service public républicain, national, garant à la fois d'un égal accès pour tous les citoyens, et d'une égalité de traitement de tous ses agents. En amplifiant ses réformes le gouvernement cherche bien à attaquer le statut protecteur des fonctionnaires. En amplifiant la régionalisation de l'administration de l'Education nationale, en individualisant les carrières des personnels, en tuant le baccalauréat comme diplôme national, le ministre Blanquer et le gouvernement détricotent le service républicain de l'Education nationale.

Cette régionalisation qui impacte les services d'exams et concours, parce que la mise en place des régions académiques porte en elle la régionalisation des services d'exams et concours.

Cette réforme est une véritable machine à flinguer les collègues qui doivent mettre en œuvre des réformes d'envergure sans le moindre début de réflexion sur l'impact sur leur travail et même sur le sens de leurs missions.

Les valeurs de la République sont le fruit de conquêtes sociales et ne sont pas de vagues notions à géométrie variable. Alors oui à l'abandon de la réforme du bac. Oui Le bac doit demeurer le 1^{er} grade universitaire, avec des épreuves nationales, terminales, ET anonymes !



Juliette Estivill, SNFOLC Paris



Je suis membre du SNFOLC à Paris et j'enseigne l'espagnol au Lycée Voltaire dans le 11^{ème} arrondissement.

Le constat que l'on peut faire, c'est que malgré les difficultés (répression, confinement, demi-jauge...) la lutte contre la réforme du bac n'a pas cessé depuis plus de deux ans.

Autre constat, si lorsque Blanquer a annoncé sa réforme, certains collègues y semblaient favorables, depuis, il a rallié contre lui l'unanimité des collègues.

Au SNFOLC Paris, nous avons partout où cela été possible construit le rapport de force dans l'unité syndicale la plus large possible.

Dans mon lycée, nous avons mené des grèves et rédigé de nombreuses motions tout au long de la période, des motions unitaires (FO, SNES SUD) que nous avons fait connaître, des motions au CA avec les parents d'élèves FCPE.

Nous avons participé à la grève du bac et aux AG à la bourse du travail.

Nous avons réussi à bloquer les E3C en menant un mouvement pacifique unissant les parents d'élèves FCPE, les élèves et même des collègues syndiqués à l'UNSA. 100 % des profs qui devaient surveiller les E3C ont fait grève. Les lycéens ont refusé de composer. L'administration avait anticipé le mouvement et avait fait venir des collègues retraités qui ont donc ce jour-là surveillé des salles vides.

A la rentrée, nous nous sommes opposés au PLE (motion d'AG, motion au CA) tout en réaffirmant nos revendications d'abrogation de la réforme du bac, de la réforme du lycée et de « Parcoursup ».

L'administration a cherché à nous diviser en nous faisant « travailler » par disciplines et en tenant à l'écart les collègues qui n'avaient pas de Premières et de Terminales. Encore une fois, ce sont

nos AG qui nous ont permis de faire de ce PLE une « coquille vide » en trouvant une formulation du type « une moyenne est constituée de plusieurs notes » qui a été reprise par tous. Petite victoire mais qui ne règle pas le problème de l'existence du contrôle continu.

Où en sommes-nous dans notre établissement ? La situation est dramatique, ils ont créé le chaos, et la désorganisation la plus complète que le protocole sanitaire de la rentrée de janvier est venu aggraver (absences perlées des élèves, impossibilité d'assurer un suivi sérieux...). Les professeurs n'en peuvent plus, le métier perd du sens, les arrêts maladies sont nombreux et certains sont en « burn out ». Ils subissent des pressions concernant les notes de contrôle continu de la part des parents et des élèves...

Et pour les élèves ? Il en est de même. Ils sont pour beaucoup démotivés ; ils ont perdu de nombreuses heures de cours ; certains sont stressés, déprimés et eux aussi naviguent à vue concernant leurs échéances d'examens et leurs modalités. Avec sa réforme du baccalauréat, le gouvernement a créé sciemment la désorganisation du lycée.

Je voulais revenir aussi sur le tronc commun. Il faut demander le rétablissement d'épreuves terminales, et ce pour toutes les disciplines. Je suis enseignante de LV2. Avant la réforme du baccalauréat, même avec un petit coefficient, les élèves ne pouvaient pas se permettre d'avoir un 2/20 et, à l'inverse, un 17/20 leur permettait de rattraper une épreuve à gros coefficient. Cela les obligeait à travailler toutes les matières et était formateur. Avec la réforme du baccalauréat s'en est fini. Il devient très difficile de les motiver car ils ont bien compris que ces matières du tronc commun ne valaient pas grand-chose pour l'obtention de leur bac.

Et il ne faut pas croire que les disciplines de spécialités sont mieux loties. Les professeurs se plaignent de la lourdeur et de l'inadaptation des programmes bien trop difficiles et trop denses. Quant aux lycéens, ils vivent un stress continu avec la peur d'échouer dans ces spécialités à si fort coefficient.

Avec ce baccalauréat ce sont les disciplines qui sont directement menacées, car si une matière ne vaut rien pour le bac, c'est son existence

même qui est remise en question. Et pourquoi donc continuer à recruter par concours pour ces disciplines qui ne comptent plus ?

La réforme Blanquer du baccalauréat remet donc en cause notre recrutement et, de fait, notre statut.

Pour conclure, de nombreuses interventions l'ont rappelé, la grève du 13 janvier a montré la puissance de la colère et du ras le bol de l'Education nationale. Nous avons obtenu un premier recul grâce à la puissance de cette grève, mais c'est un recul qui ne résout rien. On a ouvert une brèche et donc on peut les faire reculer.

C'est Castex qui a reçu les organisations syndicales et non pas Blanquer. C'est un signe que le gouvernement est fragile et que l'on peut le faire reculer. Pour rappel, lors de la réforme du collège de Vallaud-Belkacem, malgré les grèves, elle a toujours refusé de recevoir les organisations syndicales.

Nous devons donc à nouveau nous réunir en assemblée générale dans nos établissements, prendre position dans des motions en établissant nos revendications, en cherchant l'unité la plus large qui soit. Nous avons à notre disposition la pétition intersyndicale sur le bac et bientôt l'appel qui sortira de cette conférence. Nous devons les faire connaître aux lycéens, aux parents d'élèves et à nos collègues du secondaire pour qu'ils s'en saisissent, car le bac est la clef de voûte de tout le système éducatif.

Christian Grolier, secrétaire général de la FGF-FO



Chers camarades,

Je vous apporte le salut fraternel de la FGF-FO et de FO Fonction publique.

Mes camarades, vous avez repris l'expression « clé de voûte » pour symboliser le rôle du baccalauréat et

plus largement des diplômes. Cette expression peut également s'associer au statut général des fonctionnaires. Oui, les diplômes et le triptyque qui s'y rattache (concours, catégorie hiérarchique et grille de salaire) sont également la clé de voûte du statut.

En effet, l'accès à l'emploi public tel que le défend Force Ouvrière, c'est avant tout, et conformément à l'article 6 de la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, l'accès à l'emploi public au seul regard des compétences des candidats. Et nous le savons, seul le concours répond aux exigences de neutralité, d'anonymat et permet de résister aux influences et pressions.

Bien entendu, ce gouvernement ne partage pas nos positions et, au regard d'une soi-disant Fonction publique plus souple et plus facile à gérer, il tente d'imposer depuis la loi de transformation de la Fonction publique d'août 2019, le recrutement de contractuels en lieu et place de fonctionnaires sous statut.

D'ores et déjà, le décret du 14 décembre 2019 précise les modalités de recrutement de ces agents par le biais d'un comité de sélection qui se déterminera en fonction des compétences, des aptitudes et de l'expérience professionnelle pour choisir les candidats. Exit le concours, exit le diplôme !

N'oublions pas non plus les contrats de projets, de minimum un an et maximum six ans non renouvelables, ni CDIables ni titularisables. En résumé, de la précarité !

Concernant les emplois de direction dans la Fonction publique de l'État, la procédure est déjà commune pour le recrutement de fonctionnaires et de contractuels.

Dans le cadre de la mise en œuvre du corps des administrateurs de l'État (ex-administrateurs civils), de hauts fonctionnaires intègrent ce corps. A titre d'exemple, les préfets viennent de l'intégrer mais sous forme de statut d'emploi... Ce qui permet à terme de recruter un préfet comme contractuel !

La liste est longue, ponctuée d'expérimentations comme les Talents, les « cordées du service public » après celles de la réussite, l'expérimentation jusqu'au 30 décembre 2024 de 15% de recrute-

ments hors concours pour favoriser la diversité, etc.

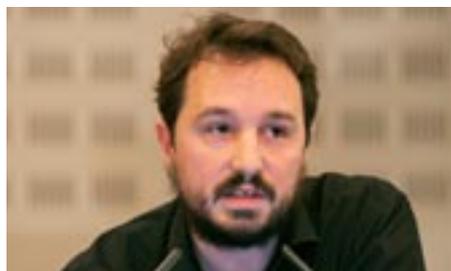
Les apprentis peuvent également intégrer la Fonction publique et les apprentis en situation de handicap sont même titularisés sans concours.

Force Ouvrière ne met pas en cause, bien entendu, les personnes recrutées par ces biais, ni leurs compétences et leurs motivations. En revanche, elle rappelle son attachement à l'emploi titulaire et son rejet de la précarité par les contrats, notamment les contrats courts.

Chers camarades, alors que vous avez fragilisé le gouvernement et le ministre de l'Education nationale lors de votre grève massive du 13 janvier dernier, plus que jamais il vous faut continuer en ce sens.

En défendant le baccalauréat, les diplômés, vous défendez également les valeurs du statut général des fonctionnaires comme la neutralité, l'égalité de traitement et donc une vision fraternelle de la République. C'est donc sans ambiguïté que la FGF-FO vous apporte tout son soutien.

Jean-Rémy Haselvander, SNFOLC académie de Caen



Mes camarades, avec Agnès présente dans la salle, nous vous apportons le salut fraternel des camarades des départements de la Manche, du Calvados et de l'Orne de l'académie de Caen.

Nous sommes dans une académie rurale dans laquelle on mesure un peu plus chaque année à quel point la réforme du lycée et le baccalauréat Blanquer sont des dispositifs ne visant qu'à faire des économies.

En Basse-Normandie, dans de plus en plus de disciplines, le droit à la mutation est un mirage. Désormais, les rares postes de collèges qui se libèrent deviennent la seule solution de repli des collègues qui subissent des mesures de carte scolaire suite à la perte de leur poste en lycée. Ou bien ces mêmes

collègues deviennent TZR et voient leurs conditions de travail se dégrader de manière très conséquente puisqu'ils n'ont plus aucune garantie d'avoir une affectation près de chez eux. Parfois ils sont obligés de choisir le temps partiel acceptant de diminuer leur rémunération pour préserver leurs conditions de travail.

Voilà ce que c'est, le nouveau lycée...

On savait dès le début que cette réforme introduisait dans tous nos lycées la compétition entre les collègues des disciplines de spécialités. « *Qu'est-ce que je suis prêt à faire pour maintenir les effectifs de ma spé, et du coup maintenir mon poste ?* », mais aussi évidemment entre les établissements.

Chaque journée porte ouverte dans un lycée depuis cette réforme est une véritable blague. On devient de vrais VRP qui vendent un produit dont ils connaissent l'inefficacité...

Je rappelle au passage que depuis la dernière réforme du collège on demande aux collègues de sciences de se répartir 4 heures en 6^{ème}. Entraînant là aussi en fonction de l'entente entre les collègues de la concurrence et inévitablement des inégalités dans la manière dont ces heures sont réparties entre les disciplines.

Aujourd'hui tous les collègues mesurent les effets délétères de ce nouveau lycée. À Caen, l'institution, toujours plus cynique, profite en plus d'une baisse de la démographie pour accélérer la baisse des moyens et précariser beaucoup de nos collègues.

Pour certaines disciplines, le ministre organise leur disparition en imposant des compléments de service dans un, deux, voire même trois établissements. Les votes massifs contre les DGH, les mobilisations devant les établissements avec l'aide des parents témoignent de la colère générale.

Notre nouveau DASEN de l'Orne depuis novembre nous a bien expliqué qu'on ne pouvait rien y faire. Lors d'une audience, il nous a expliqué que « *l'école devait s'adapter aux évolutions de la société. Que l'offre devait s'adapter à la demande* »

Il faut combattre avec force ce récit auquel trop de nos collègues croient parfois, et que les représentants de l'institution tentent de nous imposer.

Ce récit qui laisse croire que le seul choix possible est celui du moins délétère, celui de l'application de moyens toujours en baisse au service d'économies budgétaires toujours plus grandes.

On ne veut pas de la société que le gouvernement veut imposer avec ce nouveau bac. Cette société où l'institution confie certaines certifications à des organismes extérieurs à l'Education nationale (Evalangue, Pix...). Celle où la concurrence est présente à tous les niveaux : entre collègues, entre établissements. Cette société où l'on met à mal notre liberté pédagogique avec les PLE et où les inégalités s'accroissent sur tout le territoire.

Une société dans laquelle les lycéens et les familles sont sous pression permanente, où les relations avec les élèves et les familles se dégradent dès la seconde avec l'obligation de choisir les « bonnes spé » pour atteindre le pire en Terminale.

La préparation aux études supérieures passe après l'évaluation permanente. Chaque note a désormais un poids gigantesque dans la sélection imposée par la machine Parcoursup.

Plus que jamais il faut aider les collègues à se mobiliser. Dans les lycées mais aussi dans les collèges. Défendre le baccalauréat terminal, national, anonyme, c'est défendre notre école, c'est défendre les intérêts matériels et moraux de nos collègues, c'est défendre nos droits.

Le 13 janvier a été très important. Le recul du gouvernement sur les épreuves de spécialité ouvre une brèche. Il faut s'y engouffrer ! Continuer à porter les revendications de nos collègues, continuer à nous battre pour reconquérir nos droits sans cesse menacés.

Vive le bac terminal, national et anonyme !





Chers camarades,

Je vous apporte le salut fraternel des Syndicats FO des Lycées et Collèges de l'Académie de Versailles, donc de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et des Yvelines.

Je partirai de la bataille menée contre les Projets Locaux d'Évaluation (PLE). Dans de nombreux lycées, où nous étions présents, les collègues (dont plusieurs sont ici présents), avec la section FO de leur établissement, ont adopté des motions, et mené la résistance contre cette tentative de liquider notre liberté pédagogique au nom du bac Blanquer. Dans presque tous les cas, quand il y a eu mobilisation, les collègues ont obtenu que les PLE soient en fait des coquilles vides, c'est-à-dire non-contraignants pour leur liberté pédagogique. Et ce fut autant de victoires.

Mais ce sont des victoires provisoires. En effet, on le sait bien maintenant, le ministère utilise d'une part l'autonomie, d'autre part l'harmonisation. L'autonomie, puisque les collègues de chaque lycée étaient appelés à élaborer leur PLE, de la même façon que la répartition de la Dotation Horaire Globale (DHG, et notamment de sa marge) est interne à l'établissement.

L'harmonisation : comme on l'a vu par exemple pour les notes bricolées en jurys de bac. Et c'est encore elle qui se fait appeler « équité » quand il s'agit de justifier les baisses de DHG au prétexte de mieux répartir les moyens (en baisse !) entre établissements.

Il faut s'y préparer : au nom de l'harmonisation, de l'équité, le ministère s'appuiera probablement sur les PLE contraignants des lycées où la bagarre n'a pu se mener ou aboutir positivement, pour exiger de rendre plus contraignants les PLE dans les lycées qui ont adopté des coquilles vides.

C'est cela, l'harmonie et l'équité pour ce ministère, ce n'est pas le baccalauréat

national avec ses épreuves finales, anonymes et disciplinaires, c'est la remise en cause, partout, des droits des personnels.

Dans ce cadre, la destruction du baccalauréat est une pièce maîtresse dans leur dispositif, car tous nos combats, toutes nos revendications sont liées : le baccalauréat national justifie les statuts de fonctionnaires d'État des personnels, il justifie les postes, les heures, des effectifs réduits dans les classes, des dédoublements, des AESH en nombre suffisant pour respecter les notifications, car tout cela concourt à un même objectif : que nous puissions faire notre métier, à savoir permettre à chaque élève, dans tous les lycées du pays, d'obtenir un baccalauréat reconnu, valable comme passeport pour aller dans la filière et l'établissement universitaires de son choix, afin de bénéficier d'un enseignement supérieur public et gratuit, et donc d'une qualification qui les protège ensuite comme salariés.

Ce lien est à expliciter en toutes circonstances, à tous les collègues, et à mon avis, notre rôle est décisif, car la casse du baccalauréat implique mécaniquement les suppressions d'heures, de postes, la dégradation des conditions de travail des personnels, et donc d'apprentissage des élèves, pour en finir avec leur droit d'accès à la faculté.

Il y a actuellement dans les Hauts-de-Seine un combat dit des « *sans-facs* » : une vingtaine de personnes qui n'ont pu s'inscrire à la faculté de Nanterre. Si on rétablit le baccalauréat national, il n'y a plus de « *sans-facs* », car ils y ont leur place, car c'est un droit.

C'est la même chose pour la bataille au lycée Michel-Ange de Villeneuve-la-Garenne, où on explique aux élèves de BTS 1^{ère} année qu'ils ne pourront y faire leur 2^{ème} année, car le BTS 2^{ème} année serait condamné à fermer.

Dans mon établissement, on explique à des élèves de 1^{ère} qui font spécialité « *Sciences de l'Ingénieur* » qu'ils ne pourront pas continuer en Terminale, car la spécialité n'y sera pas ouverte, faute d'un nombre suffisant d'élèves au regard des contraintes de la DHG. Donc on leur demande d'abandonner cette spécialité s'ils souhaitent rester au lycée, ou de changer d'établissement. Derrière la réforme du bac et le « *libre choix* » des élèves vanté par Blanquer, il y a en réalité la liberté du gouvernement de détruire par tous les moyens les conditions de

travail des personnels et donc de réussite des élèves.

Ces liens entre les revendications sont autant de liens à faire entre les mobilisations intenses en cours, et dont le 13 janvier a été un point culminant. Chaque bataille pour des heures, pour des postes, pour les revendications des AESH, etc., tout cela peut être unifié dans la revendication du rétablissement du baccalauréat national. Cela mérite d'être placé au centre, et à chaque fois qu'on obtiendra victoire sur des heures, des postes, des revendications liées aux conditions de travail, on pourra en faire un point d'appui pour reconquérir une véritable session 2022 du bac avec ses épreuves nationales, finales, disciplinaires et anonymes.

Plusieurs des motions adoptées contre le PLE ont été lues dans les conseils d'administration des lycées, transmises aux parents d'élèves ou à leurs représentants. Beaucoup ont témoigné leur accord avec leur contenu, ce qui a permis d'établir ou de renforcer des liens importants.

C'est sur la base de ce réseau, avec les parents d'élèves, les lycéens, l'intersyndicale et les associations disciplinaires, que nous pouvons donner toute sa puissance à l'outil que constitue la pétition pour le retour à un bac national.

Cette pétition ne suffira pas, mais elle est un tremplin, pour donner confiance aux collègues en leurs propres forces, en mettant en avant ce que la grève du 13 janvier a permis de débloquent par sa puissance : les recrutements sur listes complémentaires dans le 1^{er} degré, le report des épreuves de spécialité, des résultats qui semblaient impossibles avant le 13.

Alors oui, une brèche est ouverte ; amplifions et unifions les mobilisations : multiplions les signatures de collègues, de parents, de lycéens sur la pétition, multiplions les heures d'information syndicale, les assemblées générales, les motions reprenant son contenu, élargissons et approfondissons les liens entre les établissements où la résistance s'exprime, pour dégager les conditions d'une initiative nationale.

Association des Professeurs de Sciences Economiques et Sociales Contribution du bureau national de l'APSES

L'APSES est très attachée à des épreuves écrites finales, terminales et anonymes. Avancer les épreuves de baccalauréat en mars, avril ou mai, désorganise l'année scolaire réduit considérablement le temps effectif d'enseignement et dégrade les conditions de correction et d'harmonisation.

De même, le baccalauréat doit rester le premier grade universitaire, permettant d'accéder aux études supérieures. Or, Parcoursup consacre l'extension de la sélection dans le supérieur alors que les formations du supérieur, notamment universitaires, souffrent d'abord d'un manque de moyens financiers et pédagogiques pour accueillir des étudiant-e-s en nombre croissant.

Au-delà des critiques adressées à la réforme du lycée, du baccalauréat et de Parcoursup, notre association, forte de plus de 2000 adhérent-e-s (soit plus du tiers d'un corps constitué de 5.458 enseignant-e-s), a souhaité conduire des enquêtes de terrain pour dresser le bilan de la mise en œuvre de la réforme du lycée.

☐ Enquête 2022 : conditions de préparation aux écrits de mars

<https://www.apses.org/enquete-apses-bac-2022/>

☐ Enquête 2021 : conditions de préparation aux écrits de mars

<https://www.apses.org/enquete-apses-sur-les-conditions-de-preparation-des-eleves-de-terminale-aux-epreuves-du-bac-2021/>

☐ Enquête 2021 : préparation au Grand Oral

<https://www.apses.org/resultats-de-lenquete-grand-oral-menee-en-juillet-2021/>

☐ Enquête sur la mise en œuvre des nouveaux programmes de SES

<https://www.apses.org/premiers-resultats-de-lenquete-sur-la-mise-en-oeuvre-de-la-reforme-des-programmes-de-sciences-economiques-et-sociales/>

☐ Enquête 2019 sur les effets de la réforme sur les conditions de travail

<https://www.apses.org/rentree-2019-effets-de-la-reforme-du-lycee-sur-les-conditions-de-travail-des-enseignant-e-s-de-ses/>

Pour le sujet de cette réunion, nous présenterons succinctement les points communs des enquêtes 2021 et 2022 sur la préparation des élèves de terminale

aux épreuves écrites de spécialité de mars.

Environ 25 % des professeurs de SES devant une classe de Terminale ont répondu, ce qui confère aux résultats une certaine légitimité.

1 - Des retards importants dans l'avancement du programme

Aux vacances de Noël, que ce soit en 2020 ou en 2022, les classes accusaient un retard important dans les contenus évaluables aux écrits de mars.

En 2020-2021, 76,8 % des collègues n'avaient traité, au mieux, que la moitié du programme : il ne leur restait alors que 8 semaines pour «traiter» le reste avec leurs élèves.

En 2021-2022, seulement 7 % des collègues déclaraient avoir traité 5 chapitres, ce qui correspondait au rythme d'avancement à tenir. Au contraire, 40,7% des professeur-e-s n'avaient pu traiter que 3 chapitres avec leurs élèves et la moitié des professeur-e-s avaient traité 4 chapitres complets.

Ce rythme de travail ne permet pas une bonne compréhension et une appropriation satisfaisante des savoirs et des méthodes nécessaires pour réussir les épreuves du baccalauréat, ainsi que la poursuite d'études des élèves. Il constitue en outre un facteur de stress pour les élèves et les enseignant-e-s.

L'enquête montre également que les programmes sont beaucoup trop volumineux et inadaptés pour être traités en totalité, même avec des épreuves replacées en juin.

2 - Une préparation méthodologique insuffisante aux épreuves écrites.

Les résultats d'une année sur l'autre convergent également pour les entraînements aux épreuves.

En 2020-2021, 73,5 % des enseignant-e-s n'avaient pas pu entraîner leurs élèves en devoir sur table type bac à 8 semaines des épreuves, et 1/4 des enseignant-e-s déclaraient que leurs élèves ne bénéficieraient d'aucun examen blanc en 4h d'ici à la mi-mars.

En 2021-2022, plus de 70% des professeur-e-s n'avaient pas pu entraîner leurs élèves sur des épreuves type bac en conditions réelles. Dans le détail, 71.9% des enseignant-e-s n'ont pas pu évaluer leurs élèves en dissertation en devoir sur table. Quand on sait que cette épreuve est socialement discriminante lorsque nous n'avons pas le temps de préparer suffisamment les élèves...

Sur la base de ces enquêtes, l'APSES demande :

1 - Des épreuves terminales de spécialité en juin et non en mars, pour laisser aux élèves le temps d'y être effectivement préparés et de s'approprier les contenus enseignés ;

2 - La mise en place d'une enquête rigoureuse à l'occasion des épreuves de spécialité du baccalauréat permettant d'évaluer les acquis effectifs des élèves suite à la mise en œuvre des nouveaux programmes du cycle terminal ;

3 - Dès l'année prochaine, un allègement significatif des programmes trop lourds et inadaptés aux conditions d'enseignement, même en dehors du contexte de crise sanitaire.

Sylvain Excoffon,
secrétaire général adjoint
FO ESR



Chers camarades, chers collègues,

J'interviens ici au nom de FO Enseignement Supérieur et Recherche et en tant que maître de conférences, universitaire, pour contribuer à la défense du baccalauréat, bien entendu diplôme national, mais aussi premier grade universitaire.

Grade universitaire, il l'est depuis sa création en 1808 et plus encore depuis la grande loi républicaine de 1880, qui tout à la fois définissait trois grades (baccalauréat, licence, doctorat), disposait que le monopole de la collation des grades revenait à l'État, c'est-à-dire à la puissance publique, et que seuls les établissements d'enseignement supérieur publics pouvaient être dénommés « universités ».

Premier grade universitaire, il donnait donc accès de droit à l'université et c'était même jusqu'à récemment inscrit dans d'autres lois : « *Tout candidat est libre de s'inscrire dans l'établissement de son choix* » et, concernant les universités, « *Les dispositions relatives à la répartition entre les établissements et les formations excluent toute sélection.* » (Code de l'Éducation, art. L612-3).

Ceci jusqu'en 2018, où le baccalauréat est attaqué en aval : à ce moment-là, en effet, la loi ORE introduit la notion de « capacités d'accueil ». Les « capacités d'accueil », qu'est-ce d'autre que faire prévaloir des considérations budgétaires sur les principes écrits dans la loi ?

Tout a été dit sur les ravages de Parcoursup, expression de la loi ORE. Rappelons tout de même que, selon les chiffres très officiels du ministère, ce sont entre 90 000 et 120 000 bacheliers ayant formulé des vœux qui se voient dénier tout droit à poursuivre leurs études dans l'établissement de leur choix et dans la formation de leur choix. Ce sont aussi environ 180 000 étudiants qui, une année après Parcoursup, sont « en réorientation »...

La FNEC FP-FO est pour que l'École accomplisse sa mission d'instruction et n'a jamais été favorable à ce qu'on lui confie une mission d'éducation, mais, au vu des exemples de multiplication de cas de lycéens en très grande détresse psychologique ou sociale qui ont été évoqués dans cette conférence, on pourrait rétorquer à ceux-là même qui se targuent de faire de « l'éducation » qu'en ce cas leur « éducation » est gouvernée pour des centaines de milliers de jeunes par l'humiliation, la désespérance, la négation de tout avenir.

Au-delà du baccalauréat, la ministre Vidal entend réitérer l'attaque au niveau du 2^{ème} grade universitaire, la licence, avec le projet de plate-forme gouvernementale unique « Trouvermonmaster.gouv.fr ». Avec le même système que Parcoursup, la définition de « capacités d'accueil », et de manière plus arbitraire encore que Parcoursup, s'il est possible : il faudrait non seulement un « projet professionnel » mais aussi un CV, une lettre de motivation et même des lettres de recommandation !

Ceci, contre des dispositions encore inscrites dans la loi, telles que :



« Les formations du deuxième cycle sont ouvertes aux titulaires des diplômes sanctionnant les études du premier cycle » (art. L 612-6 du Code de l'Éducation).

Et, comme pour Parcoursup depuis 2019, la plate-forme « Trouvermonmaster.gouv.fr » mettrait sur le même plan formations publiques et privées, présentant les secondes comme équivalentes des premières.

Réalisation comme Parcoursup ou projet comme « Trouvermonmaster.gouv.fr », il s'agit de jalons qui conduisent tout droit à ce qu'E. Macron a annoncé le 13 janvier : la mise en place d'une université payante ; en réalité la privatisation de l'ensemble de l'enseignement supérieur !

Pour en revenir au baccalauréat, il est aussi attaqué en amont, depuis des décennies, par les différentes réformes gouvernementales. La résistance des collègues du secondaire a permis de préserver l'essentiel et de maintenir une grande homogénéité.

Mais avec le « bac Blanquer », c'est tout autre chose, c'est d'un véritable basculement qu'il s'agit, puisque l'on s'en prend à l'examen lui-même, avec la réduction des épreuves disciplinaires, avec la part presque prépondérante du contrôle continu, avec aussi le « projet local d'évaluation », où l'adjectif « local » suffirait à montrer qu'il ne s'agit plus d'un diplôme national, garantissant à tous les mêmes droits dans l'ensemble du territoire.

Aucun universitaire ne peut être indifférent à la disparition du premier grade universitaire.

En quelques jours, j'ai fait signer dans mon université une quarantaine de collègues, j'ai fait signer aussi des BIATSS (non enseignants), dont certains n'ont pas le baccalauréat mais qui comprennent ce que signifie la disparition d'un diplôme national, c'est-à-dire la disparition d'une qualification.

Il faut repartir de la pétition existante, lui donner plus d'ampleur encore. FO ESR est prêt à participer à toute mobilisation pour rétablir le baccalauréat comme diplôme national et premier grade universitaire et s'adressera à nouveau en ce sens aux autres organisations syndicales de l'enseignement supérieur.

En effet, il est possible, tous ensemble, d'obtenir la restitution de tous leurs droits aux lycéens, bacheliers, étudiants ;

pour ceci il est possible, tous ensemble, de rétablir le baccalauréat comme diplôme national et premier grade universitaire et pour ceci il est possible, tous ensemble, d'obtenir dès 2022 le retour à des épreuves de baccalauréat nationales, terminales, anonymes !

Frédéric Volle,
secrétaire général du SNUDI-FO



Chers camarades,

Je vous apporte le salut fraternel du SNUDI-FO dont le bureau national vient de terminer ses travaux.

Tout comme vous, nous sommes tout aussi attachés à la défense des conditions de travail et du statut des personnels qu'à la défense de l'École publique - et donc du baccalauréat avec des épreuves nationales, terminales et anonymes - comme conquête de la classe ouvrière.

C'est ainsi que, alors que les protocoles Blanquer aboutissent à des fermetures massives de classes et renvoient des milliers d'élèves chez eux, le SNUDI-FO, avec sa fédération, n'a jamais revendiqué la fermeture des classes et des écoles mais au contraire le recrutement immédiat et massif d'enseignants sous statut pour assurer le remplacement des collègues absents et garantir ainsi le droit à l'instruction.

Vous défendez, nous défendons, un baccalauréat national, au moment où le ministre et ses prédécesseurs ont entrepris une opération de dénationalisation, de territorialisation de l'École publique. Vous pourriez en témoigner avec les réformes du collège, du lycée... mais c'est également vrai dans le 1^{er} degré.

Le ministre Peillon avec sa réforme des rythmes scolaires et ses projets éducatifs territoriaux avait ainsi permis l'instauration d'une multitude de fonctionnements et d'horaires différents dans les écoles. La résistance des personnels, avec le SNUDI-FO, a mis la plus grande partie de ce projet en échec puisqu'au-

aujourd'hui 95% des écoles fonctionnent avec la semaine de 4 jours sur 36 semaines.

Pour autant, la volonté de territorialiser l'école publique se poursuit, ministre après ministre. Avec la loi Rilhac, votée il y a quelques semaines, le conseil d'école a désormais un rôle décisionnaire. Mais quelles décisions pourrait être amenée à prendre cette instance où siègent les enseignants, mais aussi les parents et les élus ? Le choix des manuels ? Les projets pédagogiques ? Et demain... les programmes ? Nous refusons cette école autonome qui est le contraire de l'école de la République ! C'est pour cette raison que le SNUDI-FO revendique l'abrogation de la loi Rilhac !

Pour conclure, les travaux de cette conférence se déroulent au moment où les personnels résistent dans les écoles et les établissements. Cette résistance s'est exprimée notamment lors de l'explosion de colère qu'a constituée la grève du 13 janvier.

La puissance de la mobilisation a contraint le ministre à de premiers reculs. Les épreuves du bac, vous l'avez souligné, ont été reportées. Dans le premier degré, le ministre a dû annoncer le recrutement de la totalité des candidats aux concours sur les listes complémentaires – plus de 800 collègues – en tant que fonctionnaires stagiaires... alors que depuis des mois, il indiquait que cette décision était impossible, non réglementaire !

Cette annonce ne règle pas tout loin s'en faut, mais tout comme le report des épreuves du bac, elle constitue un formidable encouragement à défendre nos revendications, à regrouper partout les personnels, dans les écoles, dans les établissements... afin de construire la mobilisation qui fera reculer le ministre ! Vive le baccalauréat national, ponctuel et anonyme ! Vive l'école publique ! Vive la classe ouvrière !

Sabine Rubeck-Bernard, SNES-FSU, professeur au lycée Schuman de Metz



Nous avons toujours perçu la réforme Blanquer comme une machine à supprimer les postes et à dégrader nos conditions de travail. Je partage avec vous les revendications sur le retour à un baccalauréat national et anonyme et je constate au quotidien les effets pervers du contrôle continu : relation aux élèves, problème de gestion de fraude aux devoirs, alors que les brouilleurs nous sont toujours interdits, de rattrapage de devoirs. Cette impression perpétuelle de course à la note me fatigue. Je ne suis pas devenue professeur pour mettre des notes, mais pour faire des élèves des citoyens réfléchis et critiques.

Le caractère profondément inégalitaire de ce système nous amène à une réflexion plus vaste sur la valeur de la note : si mes élèves réussissent, est-ce parce que je suis un bon professeur ou un professeur peu exigeant ?

Toutes ces discussions autour des PLE qui ont envahi l'espace pédagogique m'ont fatiguée, toute cette énergie dépensée pour rien ou presque, alors que pendant ce temps les revendications sur les moyens, les salaires, le nouveau bac pouvaient encore attendre.

La revendication du retour à un vrai bac national nous oblige à nous interroger sur la question : « *Vers quel bac veut-on aller ?* ». Je ne veux pas un retour au bac Châtel. Les programmes nécessitent une réflexion collective par discipline et entre disciplines sur les savoirs et les compétences que doivent acquérir nos élèves. En histoire-géographie, le programme de tronc commun est infaisable et loin de donner les clés de lecture du monde contemporain dont ont tant besoin nos élèves. J'ai assisté à un retour en arrière désolant sur les contenus de ma discipline.

Les questions du niveau des élèves me laissent souvent perplexe, comment déplorer le niveau en langue ou en mathématiques des élèves français si on ne prend pas en compte la baisse des horaires, le nombre d'élèves par classe, les réformes précédentes...

Nous avons la chance de faire un beau métier, il faut en être fier. N'oublions pas que, pour l'instant, la liberté pédagogique est toujours assurée dans nos statuts et que c'est elle qui doit continuer à nous animer et à nous donner l'énergie de défendre notre métier.

Didier Bonneton, SNFOLC Ain



Je suis professeur de physique-chimie au lycée Lalande à Bourg-en-Bresse et secrétaire du SNFOLC 01. Je vous apporte les salutations fraternelles de l'Ain et l'académie de Lyon.

Le 13 janvier, la grève a été réussie dans l'Ain, comme partout. Manifestation de 500 à Bourg, ce qui est très bien, intersyndicale, avec FCPE 01 et les lycéens avec leur syndicat MNL.

On est ici pour reconquérir le bac dès juin 2022 parce que le bac Blanquer, c'est :

- local
- le contrôle continu
- une usine à gaz
- une pression inédite sur les professeurs, sur les élèves et leurs parents.

Que pense l'ensemble des collègues ? Dans les collèges ? Dans les lycées ?

Le SNFOLC 01 tourne partout, à l'ancienne. Deux établissements seulement n'ont pas été visités. Dans les lycées : les collègues ont tous dit que, bien sûr, ils étaient pour le retour au « vrai » baccalauréat. Ils se demandent ce qu'ils devront faire en juin. De l'animation pour ceux qui ne font pas passer le français, le Grand Ogrand ral et la philo. Ils n'en veulent pas, ils veulent corriger des copies du bac.

Dans les collèges aussi, surtout les collègues à cheval sur collège et lycée, et ceux qui ont des enfants au lycée ... mais pas que !

Donc, sur le fond, il semble qu'on soit tous d'accord ... au moins majoritairement.

LE BACCALAURÉAT PERMANENT



Mais les collègues sont pour l'instant découragés et souvent ne pensent pas qu'on pourrait reconquérir le baccalauréat. « *Didier, est-ce que tu crois qu'on peut rétablir le bac ?* » me demandent-ils. Donc l'urgence est la confiance. C'est pourquoi les collègues en HIS au lycée Lalande ont pris l'initiative d'une AG inter-établissements mercredi 9 février à 14h30, pour que les élèves puissent venir, et aussi les parents disponibles. On verra, mais qui ne tente rien n'a rien !

Muriel Navarro, SNFOLC académie d'Orléans-Tours



Recevez camarades le salut fraternel de l'académie d'Orléans-Tours et plus particulièrement du SNFOLC d'Indre-et-Loire et de mes collègues du lycée Vinci d'Amboise.

Je pense que les trois revendications, rétablissement des épreuves nationales du baccalauréat, abandon du contrôle continu et de la réforme du lycée et abrogation de Parcoursup sont totalement imbriquées. Il faut tout enlever.

Sur la question des épreuves du baccalauréat tout d'abord. Depuis que la réforme Blanquer a été mise en place, nous avons mené un combat continu en cherchant des prises de positions unitaires dans les lycées, en présentant des motions en comités techniques, en élaborant des pétitions comme la pétition intersyndicale, en organisant des manifestations, des grèves, et notamment la grève massive du 13 janvier, qui avait le soutien des parents. A Amboise nous avons réuni des parents à l'UL FO pour la défense du baccalauréat car, comme leurs enfants, ils sont très inquiets sur les conséquences de cette réforme.

Face à ce combat continu, le ministre a dû reculer en reportant les épreuves de spécialité en mai. Il n'a pas choisi la même organisation que celle qui a été imposée pour les épreuves de philosophie l'an dernier. Il a reculé.

Cependant cela ne règle pas le problème. Si on enlève une brique de

cette réforme, cela pose d'autres problèmes. Par exemple, au lycée Grandmont à Tours, le plus grand de l'académie, les lycéens ont organisé un blocage hier. Ils avaient des revendications très diverses.

Certains face aux retards pris en raison des absences demandaient le contrôle continu total, d'autres demandaient un bac blanc pour mieux se préparer, d'autres de pouvoir choisir entre la note de spécialité et la note de contrôle continu. Peu demandaient le report en juin. Parce que cette réforme, c'est le chaos et la désorganisation, la confusion. Il faut tout retirer et rétablir un baccalauréat final et discuter avec les lycéens, leurs parents.

Sur la question de Parcoursup, mardi dernier dans mon lycée, en heure d'information syndicale, on en a beaucoup discuté. Une collègue a parlé des « *bidouillages* » faits pour prendre les dossiers. Elle parlait de l'article du *Monde* du 20 janvier dernier qui décrivait ce chaos : « *Parcoursup : dans les écoles d'ingénieurs post-bac : à chacun sa technique pour choisir les candidats : pondération des notes en fonction du lycée d'origine, de la position de l'élève dans sa classe, des spécialités choisies. Chaque établissement élabore sa méthode pour sélectionner les milliers de candidatures reçues sur Parcoursup.* » Certains organisent même des examens ou un oral de motivation ! D'autres prennent des frais de dossiers qu'ils ne remboursent jamais, même si le lycéen n'est pas pris ! C'est inacceptable !

De plus on assiste à une privatisation de l'orientation. Dans mon lycée, depuis deux jours, il y a un container intitulé « *Le KLUB* ». Il est installé dans la cour. Les élèves y sont accueillis par des « *hôtesses* » qui travaillent dans une agence d'événementiel sur Orléans. Je suis entrée. Elles voulaient me faire faire le parcours. J'ai pu constater que les élèves tripotent des écrans tactiles et à la fin ont une photo. La Région et le ministère de l'Education sont partenaires de cette opération. Le titre de la brochure multicolore donne envie : « *Réveille les forces qui sommeillent en toi, n'en doute plus tu es extraordinaire !* » ça brille de partout ! C'est sûr que les élèves ont plus envie d'y aller que dans les bureaux des PSY-EN, d'ailleurs, elles n'en n'ont plus de bureaux...

Et niveau écologique, c'est le top ! Le

container est branché en permanence sur un groupe électrogène. Ça émet des gaz d'échappement face aux cuisines du restaurant d'application du lycée professionnel à côté. Il y a eu un problème. Cela a provoqué une panne électrique en cuisine. Cela fait du bruit et ça sent mauvais. Sans parler du fait qu'il n'y a pas de fenêtres dans ce container en plein « *protocole sanitaire* »... Les « *ambassadeurs du développement durable* » ne seraient pas très contents. Le syndicat s'est saisi du problème. On a rempli une fiche RSST et le syndicat va interpeller la rectrice.

Enfin sur la réforme du lycée. Chaque année, c'est un choix cornélien pour les lycéens de Première. Quelle spécialité vais-je abandonner ? Un élève qui veut s'orienter vers l'architecture me demandait hier : « *Dois je abandonner la spé « espagnol » ou HGGSP pour faire architecture sachant que je garde les maths ? Et si je veux faire médecine, j'arrête quoi entre la physique, les SVT et les maths ?* » Que lui répondre ?

Et que dire des effets de cette réforme sur les postes ? Dans un lycée de Tours, les collègues ont écrit une motion à la rectrice qui dit ceci : « *Qu'avons-nous gagné avec la réforme du lycée ? Les élèves sont ils meilleurs ? mieux formés, mieux aguerris pour les études supérieures ? Les postes disparaissent-ils ? Autrefois nous étions 9 professeurs de mathématiques, nous ne sommes plus que 7, nous étions 4 professeurs de SES, il n'en reste plus que 3. Il y avait 9 professeurs en histoire-géo, demain il n'y en aura plus que 7. Aujourd'hui 7 postes en SVT et demain 5. Est il besoin de continuer l'énumération plus avant ?* »

A tous points de vue, il faut en finir avec cette réforme destructrice qui dégoûte du lycée professeurs, élèves, parents, personnels administratifs et directions d'établissement.

Dans plusieurs collèges de mon département, une bataille acharnée a lieu en ce moment pour arracher les postes et



les heures. Cela déstabilise le DASEN, qui a dû rendre quelques heures, mais cela ne suffit pas ! C'est la voie à suivre. Nous avons touché Blanquer, coulons-le, lui et sa réforme !

Anne Chémaly, SNFOLC Charente



Cinq minutes de temps de parole, ça n'a échappé à personne que c'est le format du Grand Oral. Je trouve que les camarades ne manquent pas d'humour, de nous imposer le format d'une épreuve que l'on combat par ailleurs !

Il faudrait revenir sur le sens des mots : réforme, modernisation, ... ce sont des mots positifs, toujours positifs, qui sont employés pour désigner un processus de casse. Donc il ne faut pas parler de la « réforme » Blanquer, mais de la contre-réforme Blanquer. Comme dirait l'autre « faites avaler le mot, ils avaleront l'idée ». Donc nous, on commence par ne pas avaler le mot, on ne parle pas de la « réforme Blanquer » ! Je suis professeure d'HG, je viens d'un petit lycée, où on travaille beaucoup en intersyndicale. Et effectivement, le mouvement du 13 janvier a surpris. Des collègues qui ne s'étaient jamais mobilisés se sont mobilisés. On se demande, puisque c'est possible de s'entendre localement, pourquoi l'entente à l'échelle nationale est si difficile. En effet, les actions intersyndicales nationales sont un puissant outil de mobilisation. Merci à ceux et celles qui ne sont pas de FO d'être avec nous aujourd'hui.

La contre-réforme Blanquer nous fait entrer dans l'ère du soupçon. Soupçon des parents et des élèves par rapport à nos notes ; soupçon entre les profs : « mais tu fais comment, toi, pour que tes élèves réussissent si bien ? Au point de prendre ta spé, ou de la conserver en terminale ? »

Les élèves sont devenus des consommateurs de notes, et les professeurs des distributeurs de notes. De bonnes notes évidemment, car lorsque les notes sont jugées insuffisantes, c'est évidemment que les professeurs ne savent pas faire, en tous cas, c'est toujours la réponse de

l'institution. Nous sommes donc des milliers à ne pas savoir faire !

Il faut montrer que le retour du baccalauréat national est possible. Il faut en finir avec la sauce blanche qu'on nous met dans le cerveau : « *ce n'est pas possible, on ne peut pas faire autrement* ». Mais alors, si ce n'est pas possible de changer les choses, pourquoi les élèves vont à l'école ?

Que faisons-nous ici ? Il faut montrer que des mesures qui ont l'air indépendantes les unes des autres font système, notamment avec la loi de soi-disant modernisation de la Fonction publique.

L'École républicaine est un idéal qui n'a évidemment jamais été atteint. Mais c'est un idéal qui doit être notre boussole et, je l'espère, notre horizon indépassable.

Jean-Marc Préel, SNFOLC académie de Rouen



Je voudrais exposer ici les témoignages recueillis dans les lycées de Seine-Maritime et de l'Eure lors des tournées et réunions que nous avons tenues au cours de ce mois de janvier.

Ces collègues décrivent les conséquences de la destruction du baccalauréat comme examen national et du développement du contrôle continu.

En enseignement de spécialité les professeurs n'en peuvent plus. Ils sont obligés d'aller très vite et les élèves sont épuisés, stressés. Les élèves ont des crises d'angoisse, en particulier les élèves les plus sérieux, qui sont de plus en plus nombreux à voir des psys. Les parents sont inquiets.

Les collègues disent : « *on ne veut pas être des machines à évaluer, on veut enseigner*. » Ce n'est pas que la réforme du baccalauréat, c'est aussi la réforme du lycée qui a augmenté les effectifs par classe et diminué les heures de cours, qui a fait exploser le groupe classe.

La pression des élèves et des parents sur les notes est constante. Des élèves

demandent des devoirs en plus pour rattraper les notes, des collègues disent oui d'autres disent non. Pronote envahit la vie personnelle, le soir, le week-end.

L'évaluation n'a plus aucun sens. On ne sait plus comment évaluer, on ne sait plus comment s'y prendre, à quoi on doit préparer les élèves. Ça nous rend fous. Cela génère un profond désarroi. On nous empêche de faire notre métier d'enseignant, on nous empêche d'enseigner, on nous empêche de transmettre des savoirs.

Il y en a marre des changements incessants, du chaos, du flou permanent, des ordres et contre-ordres. Il faut suivre les réseaux sociaux pour savoir ce que le ministère a décidé. C'est un comble ! On doit s'adapter au dernier moment, se débrouiller, on ne sait plus où on va, c'est très déstabilisant. Blanquer met en pièces notre métier. Beaucoup d'enseignants et d'élèves sont broyés par ce chaos et cette pression constante qui découlent du contrôle continu. La logique de la concurrence et de la compétition s'imisce partout.

La grève du 13 Janvier a modifié la situation. En heure d'information syndicale mardi 11 janvier nous étions 50 dans mon lycée. La grève a été très suivie, en particulier toute la vie scolaire était fermée. De même dans un autre lycée de Rouen, où j'ai tenu une heure d'information syndicale FO et SNES où nous étions en total accord sur les revendications et pour dire que ce n'était pas une grève sanitaire mais pour dire stop au chaos mis par Blanquer et son gouvernement, qui sont responsables de cette situation.

Cette grève a ouvert une brèche, a redonné de la confiance dans notre capacité à faire trembler le gouvernement, à le faire reculer. Le report des épreuves de spécialité et l'ouverture des





listes complémentaires sont des points d'appui pour pousser toutes les revendications, tout de suite, maintenant, et en particulier le retour aux épreuves nationales, terminales et anonymes du baccalauréat dès 2022.

Contribution de Marie Perret, vice-présidente de l'Association des professeurs de philosophie de l'enseignement public

Un affaiblissement sans précédent de l'enseignement de la philosophie

Si la philosophie donne encore lieu à une épreuve terminale, nationale et anonyme, les réformes mises en œuvre par le ministère de Jean-Michel Blanquer n'ont pas épargné notre discipline. Elles l'ont, au contraire, considérablement affaiblie, au point de susciter, chez les professeurs, un découragement inédit.

Isolée au mois de juin, l'épreuve de philosophie n'est plus un enjeu pour les candidats, puisque 82% de leur baccalauréat est déjà joué. Le coefficient affecté à la philosophie est, de plus, dérisoire. La réforme du lycée, enfin, a fragmenté les services, augmenté le nombre des classes et, par conséquent, le nombre des élèves dont les professeurs de philosophie ont la responsabilité. La disparition de la filière littéraire est une lourde perte. Elle permettait en effet un enseignement de la philosophie suivi, approfondi et serein, grâce auquel des élèves éloignés de la scolarité renouaient avec celle-ci.

L'enseignement de la philosophie s'inscrivait dans un cursus auquel les épreuves terminales, nationales et anonymes du baccalauréat donnaient sens. Celles-ci avaient un rôle structurant pour les lycéens. Elles leur permettaient

de se préparer sereinement et progressivement aux échéances de la fin de leur année de Terminale. Elles leur garantissaient une certification nationale du niveau atteint à l'issue de leurs études secondaires. Elles protégeaient les professeurs des pressions que le contrôle continu fait peser sur leur notation.

Pour toutes ces raisons, l'APPEP demande le rétablissement de ces épreuves terminales et anonymes du baccalauréat ainsi qu'une remise à plat complète de la réforme du lycée.

Contribution du SNFOLC Loire-Atlantique

L'année dernière, nous avons proposé une prise de position académique intersyndicale (FO, FSU, CGT, Sud) pour le rétablissement du baccalauréat afin de donner l'indication aux collègues que nous étions soudés sur cette revendication. À la rentrée scolaire, la mise en place du PLE (Plan Local d'Evaluation), a aggravé la situation opposant les personnels, les élèves et les parents. De notre initiative, nous avons alors adopté une prise de position intersyndicale départementale exigeant le rétablissement du baccalauréat avec des épreuves nationales, terminales, ponctuelles et anonymes, seules garantes de la valeur du diplôme (et au-delà des autres diplômes), l'abandon du PLE, des réformes du lycée et de Parcoursup.

En Loire-Atlantique, nous appuyant sur celle-ci, nous avons engagé un plan de tournées d'établissements et d'heures d'information syndicale afin de regrouper les collègues sur ces revendications. Nous l'avons soumise à pétition ou fait adopter dans une dizaine d'établissements, y compris en collège.

Sur le terrain, ce n'est pas toujours si simple car les collègues sont souvent dans un état d'épuisement et de désorientation qui les pousse à bout. Ils sont parfois soulagés de la prise de mesures inconcevables pour un professeur en temps normal comme par exemple l'allègement des programmes. Pourtant, comme le dit un militant FO en lycée : « *Les collègues réunis en heures d'informations syndicales le 21 janvier étaient plus nombreux que d'habitude et ne sont pas d'accord avec tout ce qu'on nous fait subir. Nous nous appuyons sur la prise de position sur le bac et y relient les questions salariales et de postes avec les DHG qui viennent de tomber.* »

L'impressionnante grève du 13 janvier a ouvert une brèche. Nous savons à présent que les épreuves de spécialité sont reportées en mai. Nous voulons qu'elles le soient en juin pour permettre leur transformation en épreuves terminales.

En termes de perspectives, il paraît nécessaire de poursuivre les discussions et les prises de position en lycée mais aussi en collège (plus de baccalauréat, plus de programmes), de continuer à faire signer la pétition nationale sur le baccalauréat. Et est-ce que monter au ministère n'est pas une question à se poser ? La flambée des prix, le contrôle continu, les DHG insuffisantes, etc., n'ouvrent-elles pas les conditions d'un nouveau débordement ?

Réponse de Clément Poulet, secrétaire général de la FNEC FP-FO



Chers camarades,

Merci pour vos interventions combatives et guidées par la résolution d'en finir avec le bac Blanquer, pour le retour à un diplôme national.

Vous avez mis en lumière deux choses :
- d'un côté, il y a le contenu réactionnaire de la réforme du lycée et du baccalauréat qui conduit à la fois à désorganiser les enseignements, à supprimer des pans entiers des programmes disciplinaires, mais aussi, avec Parcoursup et le contrôle continu, à accroître les inégalités entre les élèves, pour accélérer la sélection sociale, contre les fondements même de l'École républicaine.

Pandémie ou pas, cette désorganisation et ces inégalités sont intrinsèques au bac Blanquer.

- De l'autre côté, il y a la résistance des personnels.

Session après session, cette réforme s'est heurtée à la mobilisation des enseignants et des lycéens : rétention des

notes et grève des jury en 2019 (avant même sa mise en œuvre), mobilisation contre les E3C en 2020, grève des correcteurs et des jurys en 2021.

Pour tenter de passer en force le gouvernement a usé et abusé de la situation sanitaire.

Il a mis en place des mesures d'exception et des protocoles pour piéger les personnels, et pour amplifier son offensive contre le droit à l'instruction, contre les diplômés et les qualifications. Pendant deux ans, le baccalauréat et ses épreuves nationales ont été supprimés : c'est cela aussi l'état d'urgence sanitaire !

Ils n'ont pas seulement détruit la scolarité d'une génération entière, ils ont préparé le terrain à une société sans statut, sans droits collectifs.

L'offensive du gouvernement pour pulvériser le Code du Travail et les garanties collectives implique de détruire cette conquête majeure de la classe ouvrière : les diplômes nationaux,

et la possibilité pour des millions de jeunes d'accéder à une qualification. C'est « *l'École du futur* » prônée par le président Macron.

C'est pour maintenir ces objectifs qu'ils n'ont pas hésité à faire usage de la répression la plus brutale : on se souviendra tous des lycéens de Mantes-la-Jolie, agenouillés, les mains derrière la nuque, dans le viseur des armes de poing d'une compagnie de CRS...

Mais il y a eu la grève historique du 13 janvier qui a dressé tous les personnels, de tous corps contre les menées destructrices du ministre Blanquer. Elle concentre beaucoup de revendications : les postes, les salaires, les protocoles impraticables, le respect des missions et donc la défense de l'instruction. Parmi ces revendications, il y a la question du baccalauréat, de son rétablissement en tant que diplôme national.

Submergé par la grève, ébranlé, le ministre manœuvre en recul en annonçant le report des épreuves de spécialité au mois de mai.

C'est une petite bouffée d'oxygène mais cela ne règle pas le problème du bac Blanquer.

Chers camarades, nous avons mis le pied dans la porte. C'est le signe que le gouvernement subit la situation, et que nous pouvons le faire reculer complètement.

Dans cette situation, la pétition intersyndicale SNES, SNEP, FO, CGT, Sud, SNALC, SNCL, MNL, avec les associations de spécialistes, reste d'une brûlante actualité : elle est un point d'appui très important pour faire reculer le ministre dès la session de 2022 : c'est le sens de la déclaration que je vous propose d'adopter tous ensemble.



Photographie : F. Blanc



Le 4 février 2022 réunion nationale



Pour le rétablissement du Baccalauréat, diplôme national et premier grade universitaire

Depuis des années, le patronat rêve d'en finir avec le diplôme du bac pour le transformer en simple certificat local de fin d'études, sans valeur. Les attaques contre le baccalauréat via la réforme du lycée et Parcoursup concentrent l'offensive ministérielle contre l'enseignement public, le droit à l'instruction et aux qualifications. C'est pourquoi la reconquête du baccalauréat national est un élément essentiel du combat syndical qui concerne tous les enseignants, les personnels, les parents, les salariés, la jeunesse

Depuis son arrivée, le ministre Blanquer s'est heurté à la résistance des personnels et des élèves opposés aux épreuves locales et à la redéfinition du baccalauréat lycée par lycée.

Il a profité de la crise sanitaire pour étendre le contrôle continu, et il tente maintenant d'imposer le projet local d'évaluation (PLE) qui définirait lycée par lycée les modalités d'évaluation d'un bac local et sans valeur.

Que restera-t-il des programmes nationaux, des horaires nationaux, si le bac devient un diplôme local ? Cela fait système avec les conclusions du « Grenelle », pour l'autonomie des établissements et la territorialisation de l'Ecole. Cela fait système avec les annonces du président de la République à Marseille, sur la mise en place d'une expérimentation visant à être généralisée, permettant aux directeurs de 50 écoles de recruter leurs équipes.

Depuis le début de l'année 2021, les prises de position dans les établissements, les initiatives départementales, le plus souvent intersyndicales, se sont multipliées.

Rétablir le Baccalauréat dès 2022 !

FO, FSU, SNALC, CGT éducation, SUD éducation ont réaffirmé leur position lors du Conseil Supérieur de l'Éducation le 18 novembre : « *Nos organisations réaffirment leur attachement à un baccalauréat national, avec des épreuves nationales, terminales et anonymes, seule organisation des examens gage d'égalité entre les élèves. Elles en demandent le rétablissement pour la session 2022.* »

La FNEC FP-FO et le SNFOLC considèrent que l'on peut faire reculer le ministre.

Pour engager dès maintenant la mobilisation et le rapport de force, la FNEC FP-FO et le SNFOLC proposent aux personnels de se réunir, dans l'unité la plus large, pour réaffirmer les revendications et désigner leurs délégués et les participants à la réunion nationale le 4 février 2022, pour le rétablissement du Baccalauréat. Nous invitons les parents d'élèves, les lycéens à participer à cette discussion.

Cette réunion nationale se tiendra à la Confédération FO, 141 avenue du Maine, à Paris

Montreuil le 7 décembre 2021



Bac 2022, pour le report en juin des épreuves de spécialité

Le Bac Blanc prévoit que les élèves de terminales passent deux épreuves de spécialités à la mi-mars. Ce calendrier est problématique à plus d'un titre. Les professeurs et les élèves sont lancés dans une course contre la montre pour préparer les épreuves : ce calendrier infernal dégrade les conditions de l'enseignement des disciplines concernées et provoque un stress inacceptable chez les élèves.

Dans le contexte d'une année une nouvelle fois chamboulée par le Covid19, le calendrier devient intenable. Les classes se vident au gré de cas de Covid et des cas contacts, les absences perlées des élèves conduisent à une forme de discontinuité pédagogique. Préparer sereinement les épreuves dans ce contexte est devenu illusoire. Les inégalités se creusent entre élèves et entre les lycées.

Dans l'immédiat, nous nous opposons à la tenue des épreuves de spécialité en mars et exigeons leur report au mois de juin, leur transformation en épreuves nationales et terminales, et plus généralement, la suppression du contrôle continu et le retour à des épreuves de baccalauréat anonymes, terminales et nationales.

Nous rappelons aussi notre opposition au contrôle continu qui aboutit à une augmentation de la charge de travail des élèves et des personnels, à une augmentation des inégalités entre les élèves, aux pressions multiples contre les enseignantes et les enseignants. Nous continuons de dénoncer la réforme du baccalauréat qui fait perdre le sens de nos métiers et conduit à un baccalauréat maison qui accentue le tri social dans ParcoursSup.

Nous exigeons un plan d'urgence pour l'Éducation, pour les lycées, particulièrement frappés par les suppressions de postes en particulier liées à la réforme du lycée.

[Signer la pétition en ligne](#)

NOM - Prénom	Établissement	Signature

FNEC FP
FO **ELECTIONS 2022**
PROFESSIONNELLES
du 1^{er} au 8 décembre